

SNCF : UNE GRÈVE MAL AIGUILLÉE

p. 9

Lutte Ouvrière

Combattre
le
racisme
et
ses
causes

p. 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 890 - 22 juin 1985 - prix : 6 F

EDF - RENAULT - SNCF - FONCTION PUBLIQUE - SECTEUR PRIVÉ

**aux mêmes attaques,
aux mêmes menaces,
une même riposte est nécessaire**

**Les
travailleurs
de Renault
et le plan
Besse**

p. 10 et 11



sommaire

Dans le monde

page 4 :

— Guadeloupe : évasion de 4 militants indépendantistes.

page 15 :

— Indonésie : la répression anticomuniste continue.

— La politique du PC indonésien : une impasse sanglante

page 16 :

— Il y a 20 ans, l'armée algérienne prenait directement le pouvoir.

page 20 :

— Nicaragua : Reagan à les mains libres.

— Argentine : Alfonsín tente de diviser les classes populaires.

En France

page 5 :

— Combattre le racisme et ses causes.

— Le gouvernement et les immigrés : de la Concorde au Palais-Bourbon, il suffit de passer le pont pour que la musique change.

page 6 :

— Les « comptes de la nation » pour 1984 : emploi et pouvoir d'achat en baisse profit en hausse.

page 7 :

— Sécurité sociale : des économies anti-sociales.

page 8 :

— Rocard : en attendant 88.

— Catastrophe pas naturelle.

page 9 :

— SNCF : la grève mal aiguillée.

pages 10 et 11 :

— Renault : la direction ne perd rien pour attendre.

— Le plan Besse : licenciements bien enveloppés, mais licenciements quand même.

page 12 :

— Thomson Vélizy ; Equipement Le Mans.

page 13 :

— Spécia (Rhône) ; CHU Rouen ; EGF ; Renault Rueil.

Loisirs

page 17 :

— Film : *Terroristes à la retraite de Mosco*.

pages 18 et 19 :

— Livres.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Famine et navette spatiale

Le même jour où certains journaux annonçaient qu'un prochain vol de la navette spatiale pourrait notamment permettre de mieux repérer les nappes d'eau souterraines dans les régions du globe frappées par la sécheresse, le directeur de la FAO (l'organisation des Nations Unies chargée de l'alimentation) faisait une déclaration autrement moins optimiste. Il annonçait en effet que plus de la moitié de l'aide promise depuis des mois par l'Occident aux 21 pays d'Afrique frappés par la sécheresse n'était toujours pas arrivée.

En oui, les habitants affamés de ces pays n'auront peut-être toujours rien reçu que, d'ici quelques mois, de là-haut et à grands frais, la navette dressera la carte des ressources hydrauliques cachées de la planète. Et rien ne dit que les populations pauvres d'Afrique profiteront de ces nouvelles connaissances. Car tout le problème c'est que le progrès ne sert pas à résoudre les problèmes des populations les plus pauvres.

C'est aberrant et c'est odieux. Des dizaines, des centaines de milliers d'êtres humains sont en train de mourir, alors que

les moyens de les sauver existent, et depuis longtemps. Mais leur existence dépend bien moins d'une question de moyens techniques, que de l'organisation de la société qui détient ces moyens.

Et quelques révolutions de plus ou de moins de la

navette spatiale n'y changeront pas grand-chose : c'est une révolution sociale, qui est nécessaire pour mettre à la disposition non seulement des déshérités les moyens de ne plus mourir de faim, mais à celle de toute l'humanité les moyens de décoller de la barbarie capitaliste.

Fête de Lutte Ouvrière

à Bourges

dimanche 30 juin

au Théâtre de verdure

du Jardin des Prés-Fichaux

Dès 10 heures, des jeux sportifs, concours de boules, tournois de ping-pong, courses contre la montre sur home-traîneurs.

A partir de midi, des spécialités culinaires, des jeux, des animations, du théâtre, de la danse, des chansons, avec : Laurette Faber, Ginette Marty, Pascale Robin, et bien d'autres.

A 18 h 30, grand concours de déguisements et la fête se terminera dans la soirée, en dansant.

Fête de Lutte Ouvrière

à Clermont-Ferrand

dimanche 30 juin

à partir de 14 h, à Veyre

(Sur la route d'Issoire, à une dizaine de kilomètres de Clermont) : de la musique, des stands, des jeux, des expositions et des débats.

Fête de Lutte Ouvrière

à Marseille

dimanche 30 juin

à partir de 12 h dans le cadre champêtre du Parc des Loisirs de Valabre près de Gardanne.

(Une navette est assurée de la gare de Gardanne au Parc des Loisirs).

A midi, vous trouverez un repas fin. Puis débat, expositions, cinéma et bien sûr, de la musique vous garantissent un agréable dimanche.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutiles

EDF-SNCF-RENAULT

Les conditions de la riposte générale

A EDF-GDF, à la SNCF (et nous ne savons pas encore ce qui s'est passé ce jeudi chez les fonctionnaires ou dans les Caisses d'Epargne) ce sont de fortes minorités de travailleurs qui ont répondu aux appels à manifester ou à faire grève lancés par les organisations syndicales.

Rien n'était fait par les dirigeants syndicaux pour donner vraiment le moral aux travailleurs.

Un jour de grève avec manifestation centrale à Paris pour l'EDF-GDF, puis quelques jours plus tard, une journée de grève à la SNCF (où l'on ne savait pas si la CGT appelait à lutter pour une question de nombre de comités d'entreprise ou pour les salaires et l'emploi), le tout suivi le lendemain d'une journée d'action dans la Fonction publique et les Caisses d'Epargne : il était difficile en tout cas que les travailleurs se fassent des illusions sur l'efficacité immédiate de tels mouvements.

Dans les grandes entreprises comme dans les plus petites, dans le secteur public comme dans le secteur privé, ou dans les administrations, les travailleurs savent bien qu'ils sont en butte — et depuis des années — à une offensive générale contre l'ensemble de la classe ouvrière. Partout les effectifs sont réduits et pour que le même travail soit effectué, pour que le patronat empoche les mêmes profits ou encore davantage, les cadences augmentent. Après Citroën c'est le tour de Renault. Et le lendemain même de l'annonce des 21 000 suppressions d'emplois chez Renault, Citroën annonçait son intention d'en supprimer à nouveau 1300.

Alors la participation aux mouvements de cette semaine montre peut-être que si une partie importante de la classe ouvrière n'est pas encore sortie de la démoralisation, une autre partie cherche les moyens de sortir de la passivité.

Beaucoup de travailleurs ont fait au cours de ces dernières années l'amère expérience que laisser faire n'a servi à rien. Accepter les sacrifices n'a pas arrangé la situation économique, surtout pas la leur. Cela n'a pas empêché le chômage, bien au contraire les patrons se sont sentis les mains libres et en ont profité. Et sur le plan politique cela n'a même pas servi à protéger la gauche contre la droite comme voulaient le faire croire le Parti Socialiste et le Parti Communiste quand ils étaient ensemble au pouvoir et comme voudrait encore le faire croire le Parti Socia-

liste. Oui, démonstration est faite que le sort des travailleurs ne dépend pas d'un bon ou d'un mauvais vote, ni de la couleur politique d'un gouvernement, mais de leur capacité à se faire respecter de la bourgeoisie. C'est vrai en tout temps et encore plus en période de crise. Et cela beaucoup de travailleurs l'ont compris et en ont tiré leurs conclusions.

Dans les deux semaines écoulées ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui ont répondu présents quand ils ont été sollicités même s'ils n'avaient pratiquement pas d'illusion — et beaucoup l'ont dit — sur la politique des dirigeants syndicaux. Et c'est peut-être le signe qu'il existe aujourd'hui dans l'ensemble des usines, des bureaux, des banques, des administrations, d'autres centaines de milliers de travailleurs — minoritaires là où ils se trouvent, mais nombreux dans leur ensemble — qui sont conscients qu'il faudra se battre. Ils le font en hésitant, en pesant le pour et le contre, avec lucidité. Ils n'en sont peut-être pas à prendre, eux-mêmes, directement des initiatives car ils ont le sentiment que ce qu'il y a à faire pour gagner, pour faire reculer le patronat, et le gouvernement, dépasse la force et la combativité de ceux qui les entourent. Ils ne voient bien souvent pas comment ils pourraient faire, eux, ce que les syndicats ne font pas. Mais leur existence est un gage pour l'avenir. Car leur isolement peut être rompu. Pas en un jour sans doute, mais au fil de luttes, mêmes limitées, si dans chacune de ces luttes les travailleurs et les militants ouvriers réapprennent à faire ce que les dirigeants syndicaux ne veulent pas faire : donner aux travailleurs les moyens de diriger leurs luttes, leur permettre de mesurer à chaque pas jusqu'où ils peuvent aller et comment ils peuvent entraîner les autres.

Aujourd'hui les travailleurs combattifs et conscients sont d'ores et déjà une force même s'ils ne sont qu'une minorité. Et si cette force se développe tout est alors possible, car il devient alors possible que si un secteur se lance dans la lutte et en appelle aux autres, il entraîne d'autres secteurs qui eux-mêmes donneront confiance aux hésitants. Or c'est bien cela qui fait si peur aux patrons et aux gouvernants.

Arlette LAGUILLER

La prise d'otages de Beyrouth

Les masses libanaises et arabes n'ont rien à y gagner

Depuis une semaine un commando de Chiites a détourné un boeing de la TWA parti d'Athènes et a finalement atterri à Beyrouth où un militaire américain, passager de l'avion, a été tué. Là, l'opération a été récupérée par le mouvement chiite Amal qui, pourtant semble-t-il, n'en avait pas eu l'initiative. Et son leader, l'avocat Nabih Berri, en qui les autorités américaines voient un « homme responsable » s'est posé en médiateur en prenant en charge les 40 otages américains, en les dispersant dans la ville et en se portant garant de leur sécurité.

Le commando, et maintenant le mouvement Amal, demandent la libération de 766 chiites prisonniers d'Israël contre les 40 otages américains, ce qui met en évidence cette vérité que les grands preneurs d'otages ne sont pas ceux qu'on nous désigne habituellement. Car que sont les prisonniers d'Israël, emportés par

l'armée lors de son retrait du Liban, sinon des otages maintenus en détention par une simple mesure administrative de ce super-commando qu'est finalement l'Etat israélien ? Reagan a d'ailleurs reconnu que cette détention était contraire aux conventions de Genève (sur les prisonniers de guerre). Pour l'instant le gouvernement israélien fait semblant de prétendre que personne ne lui demande rien, mais il est certainement embarrassé par cette situation... sinon par les pressions américaines. Comme est quelque peu embarrassé Reagan lui-même, qui a déclaré : « C'est frustrant, on ne peut commencer à tirer sans avoir quelqu'un dans sa ligne de mire... je m'en suis cogné la tête contre les murs ». Il a effectivement de quoi se sentir gêné, lui qui s'est tant servi de l'affaire des otages de Téhéran pour se faire élire président contre Jimmy Carter. Lui, qui

avait tant stigmatisé à l'époque l'impuissance et l'incapacité de Carter à faire respecter les Etats-Unis.

Pour l'instant, le gouvernement américain campe sur ses principes de ne pas céder au terrorisme et se refuse à demander à Israël la libération des prisonniers chiites. Mais pour manifester quand même son autorité et donner l'impression de faire quelque chose, il a demandé le boycott... de l'aéroport d'Athènes en reprochant au gouvernement grec d'être incapable d'assurer la sécurité des voyageurs.

Mais si cette prise d'otages met quelque peu dans l'embarras les dirigeants des premières puissances responsables de la situation actuelle au Liban, les Etats-Unis et Israël, et même si elle parvient à avancer de quelques jours la libération de certains prisonniers libanais d'Israël (ce qui semble douteux aujourd'hui), elle n'en reste pas moins finalement

quelque chose de plus nuisible qu'utile à la cause des opprimés du Liban et du Moyen-Orient. Tout comme l'ont été en définitive des dizaines d'autres faits terroristes spectaculaires de ces quinze dernières années.

La preuve en est d'ailleurs que cette prise d'otages a finalement été revendiquée par le mouvement Amal et Nabih Berri : ceux-ci sont peut-être prêts à se servir de l'action du commando terroriste pour s'imposer comme interlocuteurs et pour faire respecter leur organisation, mais leur politique ne vise pas à une quelconque émancipation des peuples dans cette région. Cela fait belle lurette qu'ils ont montré comment ils savaient se battre pour défendre leurs intérêts de cliques, contre les clans adverses, comment ils n'hésitaient pas, dans ce but, à dresser les communautés les unes contre les autres, à diviser les opprimés et par consé-

quent à mener la politique la plus contraire aux intérêts des masses de la région. En ce moment même, d'ailleurs, le mouvement Amal mène une véritable guerre contre les camps palestiniens, qui a occasionné des centaines de morts et des milliers de blessés.

Et les prises d'otages, comme les gestes terroristes qui sont menés sans souci aucun de ce que pensent et veulent les opprimés, ni de ce qui correspond à leurs intérêts, mais qui servent uniquement à asseoir la réputation de radicalisme de quelques cliques, desservent, quelle que soit leur justification, bien moins Israël et l'impérialisme (qui peuvent au contraire les retourner pour redorer une réputation humanitaire bien ternie) que finalement les masses libanaises et arabes. Car c'est sur celles-ci que pèsent d'abord ces cliques nationalistes.

Claude CHARVET

Evasion de quatre militants indépendantistes : un défi à la répression coloniale

Le 16 juin, quatre militants indépendantistes se sont évadés de la prison de Basse-Terre en Guadeloupe où ils étaient détenus. Parmi eux se trouvait Luc Reinette, fondateur du MPGI (Mouvement Pour une Guadeloupe Indépendante), cette organisation nationaliste qui lutte contre le pouvoir colonial et qui agit essentiellement par des coups de main et des attentats.

L'Etat colonial, qui impose par la force son ordre injuste, frappe lourdement ceux qui osent le défier. Ainsi, Luc Rei-

nette était en prison pour 23 ans ; condamné une première fois en février pour des attentats commis contre Radio Caraïbes Internationale en novembre 1983, entre autres, sa peine avait été alourdie en appel en avril dernier.

Pour empêcher le développement des luttes sociales et politiques, le gouvernement français a choisi la voie répressive en Martinique et en Guadeloupe. L'évasion réussie des quatre militants indépendantistes constitue un défi à cette politique.

Luc Reinette et ses cama-

rades du MPGI, qui se situent sur le terrain du nationalisme, mènent le combat contre l'Etat français en opposant à la violence de cet Etat la violence d'un appareil militaire. En cela, nous pensons qu'ils ne mènent pas le même combat que les révolutionnaires prolétaires. Ils ne comptent pas sur la violence des masses pauvres conscientes et organisées luttant pour leur émancipation ; et ce faisant ils n'ont pas le souci permanent de choisir leur politique en tenant compte des sentiments de la population et n'ont pas pour objectifs de la

faire participer aux décisions.

Et nous pensons que leur politique ne correspond pas aux intérêts des classes pauvres de Martinique et de Guadeloupe.

Mais ces critiques n'empêchent pas que ceux qui combattent contre l'exploitation dont sont victimes les classes ouvrières de tous les pays, contre l'oppression dont sont victimes de nombreux peuples, se réjouissent de voir le gouvernement français recevoir ainsi un camouflet.

L.V.

Manifestation de travailleurs maghrébins

Samedi 8 juin, à 14 heures, a eu lieu la manifestation de travailleurs immigrés. Il s'agissait de protester contre l'agression dont avaient été victimes trois travailleurs marocains, dont deux ouvriers de Peugeot, le dimanche de Pentecôte. Ces trois travailleurs sortaient, à quatre heures du matin, de la mosquée du quartier des Grésilles, à l'occasion du Ramadam. Ils ont été agressés par quelques individus racistes et éméchés qui sortaient d'une noce à la mairie annexe, juste en face. Les agresseurs ont aussi essayé de forcer la porte de la mosquée. C'est la première fois qu'une telle agression a lieu dans ce quartier ouvrier. La manifestation était organisée par l'Amicale des Algériens en Europe, à laquelle s'est ralliée l'Association des Travailleurs Marocains en France. Elle a regroupé 170 personnes, dont une large majorité d'ouvriers maghrébins et des représentants du PC, de la LCR, de LO, du PS, de la Libre Pensée, de la CGT. Partie devant la mosquée des Grésilles, elle s'est terminée devant la préfecture.

Un organisateur a remercié en français les participants et a réclamé l'application de la loi anti-raciste de juillet 1972. Un représentant du consulat algérien a prêché l'union de tous les musulmans, quel que soit leur pays d'origine. Il y a eu quelques applaudissements à la fin. Ceux qui ont participé à la manifestation regrettaient qu'il n'y ait pas plus de monde. « On devrait être mille ; les autres ont peur ». Ils étaient néanmoins contents d'être ensemble, tous Maghrébins confondus : « Dans l'immigration, la division de nos pays, cela n'existe pas ».

Guerre et paix

« Juin, mois de la paix » : depuis le début du mois, L'Humanité consacre une page quotidienne de prises de positions en faveur de la paix, pour préparer la manifestation du dimanche 23 juin de « l'appel des Cent ». « Le temps presse pour contraindre les profiteurs et managers de la course aux armements à consacrer leurs investissements et la sueur des hommes à donner et à garantir la vie plutôt qu'à fleurir avec la mort », peut-on lire dans « L'Humanité » du 5 juin. « Nous croyons qu'il est temps, grand temps, d'arrêter la mortelle escalade, de commencer à réduire les armements » (Humanité du 18 juin). On pourrait multiplier ainsi les déclarations qui dénoncent la course aux armements.

Mais dans le même temps, le Parti Communiste et la CGT mènent une tout autre campagne, sur laquelle L'Humanité s'est faite assez discrète, il faut dire. Une campagne qui « exige la poursuite et la réalisation de l'avion de combat français ». Il est en effet question que le futur avion de combat soit construit en commun par cinq pays européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne et Italie).

Les ministres de la Défense de ces pays se sont réunis à Londres lundi 18 juin pour tenter de s'accorder sur le projet FACE (Futur Avion de Combat Européen), qui devrait entrer en service aux environs de 1995. Si le PCF et la CGT combattent ce projet, ce n'est pas pour dénoncer la course aux armements, mais parce qu'ils voudraient « que l'avion de défense futur soit fabriqué entièrement à partir de produits actuellement en construction dans les différentes sociétés françaises ». A la SNECMA, qui fabrique les réacteurs, ou chez Dassault, la CGT fait signer des cartes-pétition pour exiger que l'on construise l'avion français.

Et dans les arguments avancés, un est bien loin de la campagne pour la paix. Ainsi, la CGT explique qu'un avion français se vendrait mieux aux pays du Tiers Monde, « l'expérience du Tornado, réalisé à trois (Italie, Grande-Bretagne, Allemagne) (...) étant nulle à l'exportation ».

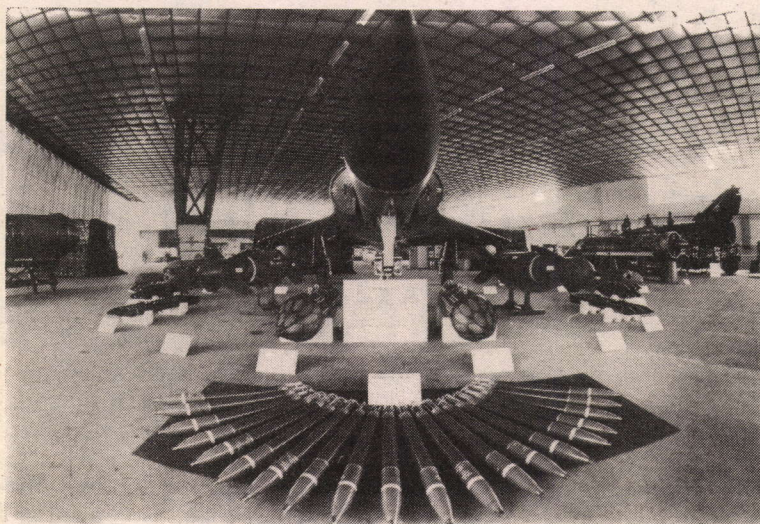
Faire campagne pour le désarmement en même temps que pour la construction d'un avion de combat, le PCF n'en est pas à une contradiction près.

Reprise industrielle : la victoire est au bout du fusil

Malgré une baisse des achats de la part des pays du Tiers Monde, contraints de réduire leurs budgets dans tous les domaines, les ventes d'armes dans le monde se sont accrues de 1980 à 1984 de 3,5 % par an (en valeur réelle, c'est-à-dire compte tenu de l'inflation). Un net « progrès », si on ose dire, par rapport aux quatre années précédentes où l'augmentation n'avait été que de 2,5 % par an, souligne le dernier rapport de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm, qui publie ces chiffres.

Ce sont les grandes puissances, et à leur tête les Etats-Unis, avec une progression de 8,5 % par an, qui font remonter la moyenne, malgré la baisse des ventes au Tiers Monde. Et Reagan promet de faire mieux dans les années qui viennent.

Voilà donc au moins un domaine qui ne connaît nullement la crise, et même qui reste en expansion. Et, qui plus est, un domaine où la « douce France » est toujours dans le peloton de tête, puisqu'elle maintient sa place de troisième vendeur d'armes, avec 10,7 % du marché, derrière les USA (40,4 % du marché) et l'URSS (21,9 % du marché). On peut ainsi, à travers le monde entier, « canonner Creusot-Loire », « écraser Peugeot », « viser Thomson-Brant » et « bombarder Dassault ». Cocorico !



Le chômage augmente, la charge de travail aussi

Bien que les statistiques officielles continuent à annoncer imperturbablement que le chômage connaît en ce moment une « tendance à la baisse » — autrement dit, en langage clair, qu'il augmente moins vite qu'avant, — les chiffres du mois de mai font état au contraire d'une augmentation du nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE, qui atteint 2 412 000. A ceux-là s'ajoutent bien évidemment les 114 000 jeunes employés à des TUC, ou les chômeurs en congés de conversion.

Si, depuis un an, le chômage

a crû de 5,2 % la productivité des entreprises s'est, elle, élevée de 4,2 %.

Les chiffres officiels sont là pour confirmer que bon nombre d'entreprises qui licencient ne s'en portent pas plus mal pour autant. Elles continuent à sortir leur production, profitant de la crise pour se moderniser et employer moins de main-d'œuvre. Et ce sont les travailleurs qui paient : ceux qui sont jetés à la rue, par la perte de leur emploi ; et ceux qui restent, par l'augmentation de leur charge de travail.

Un lecteur de notre journal nous a fait parvenir ces informations sur les Laiteries des Bas-Vignons (Essonne - 91)

On n'est pas des vaches à lait

A la laiterie des Bas-Vignons, à Corbeil dans l'Essonne (91), nous sommes quinze employés, dont six chauffeurs que la direction fait travailler plus de dix heures par jour. Les horaires sont les suivants : de 1 h du matin à midi environ, six jours par semaine, soit au total 65 heures environ, et jamais moins de 60 heures en tout cas.

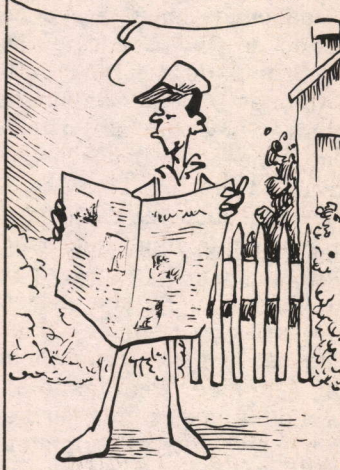
Les heures de nuit sont payées en heures de jour, et nous perdons 30 %. Par ailleurs, de toute façon, au dessus de 204 heures par

mois, le patron ne nous paie rien du tout et empoche la différence, soit environ 40 heures par chauffeur et par mois, ce qui représente, multiplié par six chauffeurs, à peu près 8 500 F chaque mois.

En allant visiter les archives de la Bourse du Travail, il s'est révélé qu'en 1964 les chauffeurs-livreurs de l'époque avaient déjà traîné le grand-père, fondateur de la boîte, devant les tribunaux !

Manifestement, les mauvaises habitudes ne se perdent pas, dans la famille.

IL N'Y A QUE LES STATISTIQUES OFFICIELLES QUI NE CHÔMENT PAS...



D'après les statistiques officielles, sur près de 2,5 millions de chômeurs, il y en aurait aujourd'hui 1,2 million environ qui ne perçoivent rien et 521 000 qui reçoivent moins de 1 500 francs par mois.

Aujourd'hui, un chômeur sur trois est au chômage depuis plus d'un an.

Le gouvernement et les immigrés :

De la Concorde au Palais Bourbon il suffit de passer le pont pour que la musique change

En patronnant par l'intermédiaire de Jack Lang la fête de la Concorde, et même en y envoyant Fabius faire un petit tour, en soutenant le mouvement SOS-Racisme, le gouvernement tient à se poser en défenseur des immigrés.

Mais l'image qu'il donnait lui-même de sa politique sur l'immigration moins de dix jours plus tôt, le 6 juin, lors du débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale, était bien plus près de la réalité que celle qu'il voudrait que le public de gauche retienne. C'est que, lors de ce débat, la ministre des Affaires sociales, Georgina Dufoix, avait à répondre, non au public de gauche et aux anti-racistes, mais aux députés de droite qui accusaient le gouvernement de trop de laxisme vis-à-vis de l'immigration.

Et, pour se défendre d'une telle accusation, les arguments ne manquaient malheureusement pas à la porte-parole du gouvernement. Celle-ci s'est empressée de souligner la volonté du gouvernement socialiste de « maîtriser le flux d'immigration », de rappeler qu'il y avait eu, pour la seule année 1984, 40 000 refoule-

ments aux frontières et 12 000 décisions judiciaires d'expulsions. D'autre part, la ministre se glorifiait de ce que « 75 000 étrangers quittent la France chaque année », dont une partie grâce à « l'aide au retour » instituée par le gouvernement socialiste.

Les mesures prises en faveur des travailleurs immigrés depuis 1981 se sont limitées aux mesures de régularisation d'un certain nombre de sans-papiers au début du septennat, puis en juin 1984 au vote par l'Assemblée de la loi instituant la carte unique de dix ans, qui remplace les trois cartes d'un an, trois ans et dix ans qui existaient avant pour les immigrés autres que les Algériens et les ressortissants des pays de la CEE (Communauté européenne) qui, eux, bénéficiaient et bénéficient d'un régime particulier. Mais, cette carte qui remplace à la fois la carte de séjour et la carte de travail, seuls y ont droit les immigrés résidant en France depuis plus de trois ans, ainsi que leurs familles si elles ont été au préalable autorisées à venir s'installer en France, ce qui aujourd'hui est difficile à obtenir.

Car, en même temps que le gouvernement régularisait la situation des travailleurs immigrés résidant depuis longtemps en France et simplifiait leurs démarches administratives, il décidait de pourchasser de façon plus systématique tous ceux qui étaient en situation irrégulière et de bloquer de façon plus draconienne encore toute nouvelle immigration. Ainsi, en 1983, une série de mesures étaient adoptées, notamment une loi du 10 juin 1983 aux termes de laquelle les immigrés sans papiers, qui jusque-là n'encouraient qu'une peine de prison ou une amende, peuvent être désormais expulsés immédiatement dans les heures qui suivent la décision du tribunal, donc sans avoir même la moindre possibilité de faire appel de la décision du juge. Et, pour pratiquer ces expulsions, le centre d'Arenc (dans un hangar du port de Marseille), où on enfermait les immigrés expulsés en attendant le prochain bateau, était légalisé. Il avait pourtant, dans le temps, été dénoncé par la gauche. Entre janvier et septembre 1984, il a ainsi accueilli 544 expulsés. Et d'autres prisons du même genre, dénom-

mées « centres de rétention », ont été ouverts, comme celui de Nantes, installé dans d'anciens locaux de police désaffectés. De plus, le 10 octobre 1984, le Conseil des ministres adoptait une nouvelle mesure renforçant les expulsions : tout étranger qui aura été expulsé sera interdit de séjour en France pendant un an. Et pour contrôler plus étroitement les entrées, la police de l'air et des frontières a été renforcée.

C'est également à la venue en France des familles des travailleurs immigrés que le gouvernement a décidé de s'en prendre. Car le regroupement familial a été (depuis dix ans que l'immigration est pratiquement bloquée) l'essentielle source d'immigration légale en France : ainsi, entre 1975 et 1982, les dates des deux derniers recensements, le nombre d'immigrés en France est passé de 3 442 000 à 3 680 000, une progression d'à peine 240 000, dont 200 000 femmes. Eh bien, depuis octobre 1984, de nouvelles mesures gouvernementales rendent très difficile pour un travailleur immigré de faire venir sa famille en France. Auparavant, même si

les procédures n'étaient pas simples, le travailleur immigré pouvait assez facilement faire venir sa famille en France, ne serait-ce qu'en vacances, et demander ensuite sur place une autorisation de séjour. Désormais, la régularisation sur place est impossible ; la demande d'autorisation à l'Office National de l'Immigration doit s'effectuer avant le départ et l'acceptation par l'ONI de la demande dépend de l'existence ou non de ressources stables et suffisantes du chef de famille. Par ailleurs, cette autorisation préalable rend quasiment impossible le regroupement des familles algériennes. En effet, l'Etat algérien n'étant pas favorable au départ des familles d'émigrés algériens (qui du coup n'envoient plus de devises dans leur pays), la régularisation sur place, après-coup, était quasiment la seule façon pour une famille algérienne de pouvoir se retrouver ensemble dans le pays où le chef de famille travaille.

C'est probablement là ce que Mme Georgina Dufoix appelle « favoriser l'insertion des immigrés ».

Michel BROUSSE

Combattre le racisme et ses causes

300 000, 400 000 personnes, peut-être plus, s'étaient rassemblées samedi dernier, place de la Concorde à Paris, pour la fête organisée par SOS-Racisme. Une foule bigarrée, où Français et immigrés, des jeunes surtout, mais aussi des moins jeunes, étaient venus ensemble manifester leur réprobation de toute haine raciale.

Et le succès de cette fête ne peut que reconforter tous ceux qui luttent pour une société débarrassée de toutes les injustices, de toutes les oppressions, de toutes les frontières et de toutes les guerres.

« Ce mouvement n'appartient à personne, qu'à vous qui portez le badge, à tous ceux qui souhaitent que la logique de l'amitié l'emporte sur celle de la haine, de la mort », déclarait Harlem Désir, le leader de SOS-Racisme, aux participants du rassemblement de la Concorde.

Certes, les centaines de milliers de personnes qui s'étaient rassemblées ce soir-là étaient d'horizons politiques divers, et s'ils n'avaient rien à faire de l'omni-présence, parmi les

organisateurs, d'un Jack Lang dont le ministère avait pour une grande part financé la fête, ce n'est pas qu'ils approuvaient pour autant sa politique, et en particulier la politique du gouvernement en direction des immigrés, qui a de quoi inquiéter nombre d'anti-racistes, nombre d'immigrés présents ce soir-là place de la Concorde.

Mais, malgré l'apolitisme prôné par les dirigeants de SOS-Racisme au nom du « ne vous laissez pas récupérer les pots », le succès d'un tel rassemblement ne pouvait échapper au grenouillage des politiciens professionnels et vouloir cantonner les anti-racistes dans l'apolitisme serait finalement laisser simplement la politique à ces gens-là.

Car la politique était présente samedi soir, place de la Concorde. Et non seulement par Jack Lang. Fabius aussi y est venu faire un petit tour. « Incognito », avec sa femme, a-t-il tenu à préciser quelques jours plus tard à la télévision, de peur que son passage incognito soit passé trop inaperçu. Et toute une brochette de

ministres et de sous-ministres y avaient aussi fait leur bonne action. Et même les leaders de droite, sans venir tous directement sur place car ce n'était pas tellement leur public, avaient tenu à y être un peu, en envoyant des messages de soutien signés Barre, Méhaignerie, Toubon. La politique de tout bord était présente. Mais ce n'était justement pas celle qui pourrait permettre de combattre le racisme.

Rassembler 400 000 personnes un soir, pour manifester leur révolte contre la montée de la haine raciale, est certes un succès. Mais ce serait un succès bien dérisoire si ces 400 000 anti-racistes, si surtout ces dizaines et dizaines de milliers de jeunes qui, révoltés par le racisme, se sont retrouvés dans les manifestations organisées par SOS-Racisme, s'en arrêtaient à quelques rassemblements fraternels, à quelques mains tendues ou à une main dessinée sur une fusée spatiale, comme l'a proposé Harlem Désir. Pour porter le générique message aux Martiens ?

Mais la terre aujourd'hui a

un visage autrement inquiétant que le ciel, et contre lequel il faudra bien plus que de simples manifestations d'amitié. C'est le visage de Beyrouth ensanglanté par les affrontements inter-communautaires, inter-religieux, derrière lesquels se profile le jeu passé et présent des grandes puissances qui, pour mieux dominer les peuples, ont joué à les dresser les uns contre les autres. C'est le visage de cette guerre Iran-Irak entre hommes de même race, mais divisés par un nationalisme savamment cultivé qui sert de dérivatif à leur misère commune. C'est, plus près de nous, la folie meurtrière sur un stade, reflet à la fois d'une jeunesse désorientée par le chômage et la crise, et gagnée par un chauvinisme lui aussi entretenu par tous les gouvernements, par toutes les institutions, par toutes les fêtes nationales, les défilés ou les manifestations sportives. Et le relatif succès électoral remporté par Le Pen sur la base de sa propagande xénophobe est le fruit aussi de la crise économique, de la montée du chômage, face auxquelles,

en opposant les travailleurs les uns aux autres, il fait mine de proposer aux travailleurs français une issue.

Le succès du rassemblement de la Concorde, en permettant aux anti-racistes de montrer le nombre, contribua peut-être pour un temps à faire baisser d'un ton ceux qui n'hésitaient plus à étaler au grand jour leurs préjugés racistes, tant qu'ils ne se sentaient pas désapprouvés. Mais cela ne peut suffire à arrêter la main des criminels racistes. Et surtout, ce ne sont pas seulement des paroles généreuses, des rassemblements pacifiques qui suffiront à s'opposer à la montée des violences raciales et nationalistes, ou aux dangers de guerre que la crise risque d'engendrer. Car il serait illusoire de croire que l'on pourra bannir de la planète les haines raciales et nationales sans s'en prendre à leurs causes profondes : un système social basé sur l'exploitation et l'oppression.

Olivier BELIN

Emploi et pouvoir d'achat en baisse, profits en hausse

- ☐ A en croire le très officiel rapport de l'INSEE (Institut national des statistiques), l'année 1984 aura battu tous les records :
- **Pouvoir d'achat** : la plus forte baisse depuis 40 ans.
 - **Emploi** : chute des effectifs « la plus importante depuis 30 ans », selon ce rapport.
 - **Consommation** : la progression est « la plus faible depuis 1959 ».
 - **Profits capitalistes** : ils augmentent de 24 % en un an.

Ces quelques chiffres résument assez bien le bilan économique du pays que vient de dresser l'INSEE : la situation ne cesse de s'améliorer pour les bourgeois et de se dégrader pour les travailleurs. Les détails contenus dans le rapport de l'INSEE permettent de mieux évaluer l'ampleur de cette diminution de la part dévolue aux travailleurs, dans le partage des richesses qu'ils sont pourtant les seuls à produire, et la croissance parallèle des revenus de la bourgeoisie.

D'emblée, l'INSEE annonce la couleur en constatant que l'objectif gouvernemental de diminution du taux d'inflation est obtenu par différents moyens, mais « surtout (par) une faible hausse des coûts salariaux », hausse qui est d'ailleurs... une baisse réelle, compte tenu du coût de la vie. En effet le rapport constate que « ces résultats favorables n'ont pu (notamment) être obtenus qu'au prix d'une réduction du pouvoir d'achat des ménages ».

Une nette diminution du pouvoir d'achat

En effet en 1984, comme en 1983 d'ailleurs, le pouvoir d'achat des ménages vient de baisser en moyenne de 0,7%. Encore ne s'agit-il que d'une moyenne : le pouvoir d'achat des salaires nets des ouvriers, employés et agents de maîtrise, lui, a baissé entre 1 % et 2,2 %... pour ne rien dire de celui des chômeurs. Selon l'INSEE, le pouvoir d'achat moyen des allocations-chômage aurait diminué de 6 %, après une baisse qui avait déjà été de 7 % l'année précédente.

Les statistiques concernant la consommation confirment d'ailleurs cette dégradation du pouvoir d'achat. Cette consommation a diminué de 7,12 % pour ce qui concerne les biens durables (autos, meubles, etc.), de 3,8 % pour les biens semi-durables tels que l'habillement. La consommation alimentaire, elle, augmente faiblement (+ 0,8 %) mais, signe des temps, « ce sont surtout les pommes de terre qui progressent le plus », déclare l'INSEE qui précise que, « pour les biens manufacturés, la baisse de la consommation est pratiquement ininterrompue depuis le début 1983 ».

Au fil des ans, la part des ménages (essentiellement des familles de travailleurs) ne cesse de régresser dans la répartition des richesses produites, passant ainsi de 76,2 % du produit intérieur brut en 1982, à 75,2 % en 1983 et à 73,9 % en 1984. « Cette réduction s'est faite au profit des entreprises », ne peut que constater l'INSEE.

Un gigantesque transfert de richesses au profit de la bourgeoisie

La part des salaires et des cotisations patronales dans la valeur des richesses produites est en diminution constante sur plusieurs années, passant environ de 71 % en 1981 à 69 % en 1984. La différence, bien sûr, ne s'est pas volatilisée. L'INSEE l'a d'ailleurs

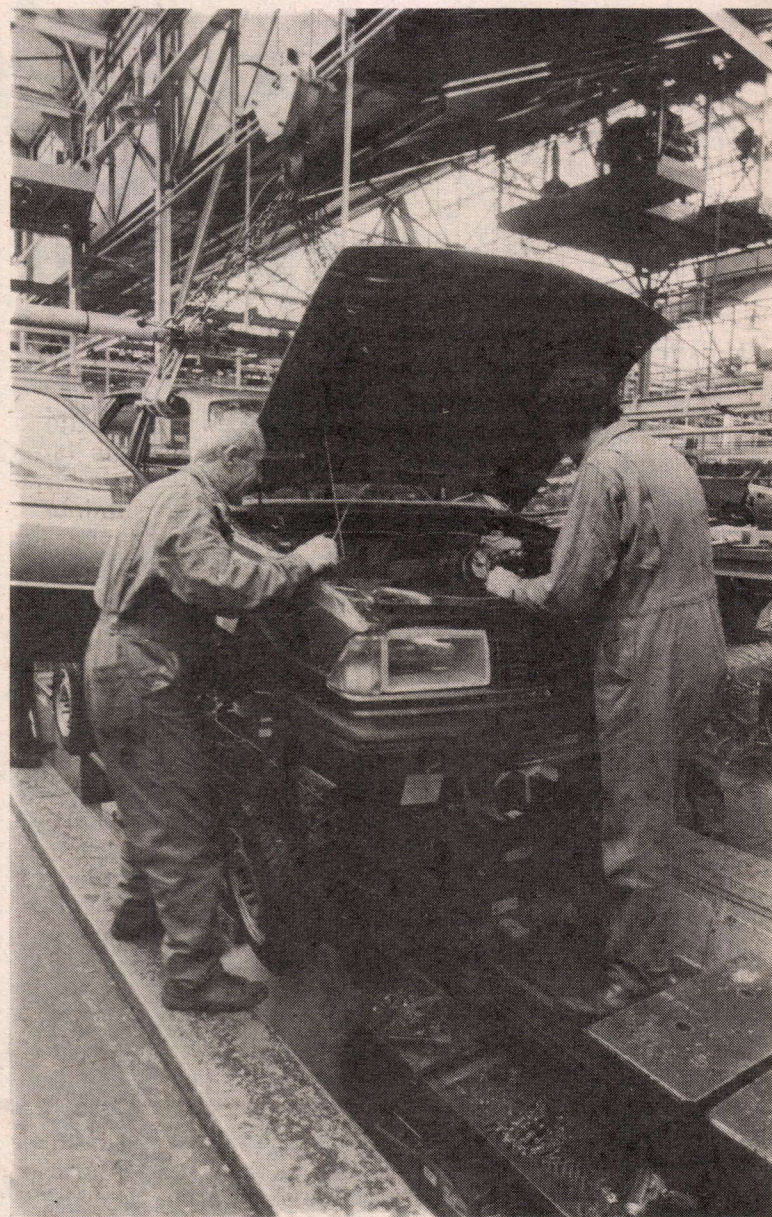
retrouvée dans l'augmentation des profits capitalistes (ce que l'INSEE appelle le « revenu disponible des entreprises »). En 3 ans, cette augmentation a été de 70 %, et de 24 % pour la seule année 1984. Ces profits, (contrairement à ce que fait semblant de croire le gouvernement quand il lie la lutte contre le chômage au fait que les capitalistes fassent des bénéfices) ne prennent nullement le chemin de l'industrie. Au contraire, selon l'INSEE « le taux d'investissement est le plus bas enregistré depuis deux décennies » (- 2,9 %).

Les capitalistes, en période de crise, n'ont aucune envie d'investir dans la production. Certains le reconnaissent même ouvertement, tel le président de la Fédération des Promoteurs-Constructeurs, qui déclarait le 14 juin, à l'issue du congrès des promoteurs à Nice, que nombre de ses adhérents avaient des facilités de trésorerie mais préféreraient les placer en Bourse !

Les profits des spéculateurs

L'INSEE constate d'ailleurs un net développement des placements financiers, terme pudique qui permet d'éviter d'employer le terme de spéculation. C'est ainsi que le volume des obligations (une forme de spéculation qui permet d'obtenir des revenus garantis bien supérieurs à la hausse du coût de la vie) a crû de 14 % en un an. Le marché des actions, lui aussi, est en hausse. Et l'INSEE de commenter : « L'important développement du marché financier se fait par recyclage immédiat des remboursements et des intérêts ». En clair : les principaux bénéficiaires de la hausse faramineuse, par exemple, de la Bourse (+ 27 % depuis début janvier) sont non pas des travailleurs licenciés qui en profiteraient pour placer en Bourse leurs quelques indemnités de licenciement, mais bien évidemment les bourgeois, petits et gros, qui trouvent dans la spéculation des revenus qui s'accroissent continuellement.

Pierre LAFFITTE



De la chaîne à la « corbeille » de la Bourse, des vases communicants à sens unique. Devinez lequel ?



Bénéfices 85

Une bonne cuvée en perspective

Le numéro déjà cité d'*Investir* du 17 juin consacre deux pages à rendre compte d'assemblées générales d'actionnaires venant de se tenir.

Sur les cinq grosses sociétés dont il fait longuement mention, il y a unanimité pour dire que 1985 sera encore meilleur pour les profits que 1984. Citons Pernod-Ricard dont le P-DG déclare que les « résultats 1985 devraient croître plus que l'inflation », la Radiotechnique dont le président du conseil d'administration pense que « 1985 devrait être meilleur que 1984 », Synthelabo dont le président se félicite d'une « hausse de 9 % » sur 5

mois, l'Oréal dont le P-DG prévoit « 13 à 14 % d'augmentation des ventes et résultats », et pour finir l'Air Liquide dont le P-DG table sur une « augmentation probable de 15 % des résultats en 1985 ».

Et encore ne s'agit-il là que des « résultats » prévus, les publications spécialisées dans ce genre de problèmes expliquant régulièrement que les profits sont généralement bien supérieurs aux seuls « résultats » d'une entreprise déterminée. Quant aux salaires de ceux qui permettent de telles performances, faut-il préciser qu'ils ne sont nullement aussi « performants »...

Le hit-parade des profits

Un hebdomadaire qui s'adresse à ceux que la spéculation tente (encore faut-il, évidemment, qu'ils en aient les moyens !), *Investir*, publiait dans son numéro du 17 juin un « palmarès des hausses » en Bourse.

Cette revue mentionnait ainsi 42 sociétés ayant connu des « hausses spectaculaires » de plus de 50 % en 5 mois seulement. Parmi ces « vedettes », bien sûr, les « marchands de canons » (Manurhin + 52,5 %, Dassault + 71,6 %), les grands magasins, où comme chacun sait on touche des salaires particulièrement bas (Printemps + 57,7 %, Galeries Lafayette + 93,3 %). Les petits malins qui détenaient des actions de Prouvost et de Carnaud, eux, ont décroché la timbale : en 5 mois, leur mise a plus que triplé, voire quadruplé pour le deuxième. Et ceci, bien sûr, sans que les actionnaires-spéculateurs n'aient rien d'autre à faire que de regarder grimper la courbe de leurs profits !

Des économies anti-sociales

Le gouvernement continue de faire des économies à la Sécurité sociale, au détriment des assurés.

Après avoir diminué les remboursements des actes infirmiers et des analyses biologiques, le gouvernement va faire passer de 70 à 40 % le taux de remboursement de 5 classes de médicaments : les vasodilatateurs périphériques, les anti-diarrhéiques, les anti-spasmodiques et les médicaments urologiques. De plus, les indemnités journalières des congés maternité vont être alignées sur le salaire net : elles ne correspondront plus qu'à 84 % du salaire brut, au lieu de 90 % actuellement.

Par ailleurs, la taxe versée par les compagnies d'assurances à la Sécurité sociale va passer de 12 à 15 % et va donc se répercu-

ter sur les contrats d'assurance, dont les primes vont augmenter. Ce sont bien sûr les automobilistes qui en feront les frais.

Les assurés déboursent ainsi, d'une manière ou d'une autre, un supplément de près de 3,5 milliards de francs par an.

Quant aux prestations (retraites, allocations familiales), Fabius n'a pas besoin de les diminuer : cela se fait tout seul car les revalorisations sont calculées sur les prévisions de hausse des prix, et non sur les augmentations réelles, largement supérieures.

Le gouvernement invoque, comme à chaque fois qu'il s'en est pris aux acquis des assurés sociaux, le spectre du « déficit ». Mais, compte tenu de l'énormité des sommes manipulées (autant

que le budget de l'Etat), compte tenu aussi de la complexité des systèmes de comptabilité, on peut faire dire aux chiffres ce qu'on veut, selon la manière dont on les présente. Et le gouvernement ne s'en prive pas.

En fait, si l'on en croit l'analyse des « comptes de la nation » que l'INSEE vient de publier pour 1984, la Sécurité sociale a au contraire dégagé un excédent de 26,4 milliards. Et cet organisme souligne que les cotisations des salariés avaient augmenté de 14,2 % (soit + 6,3 %, en enlevant l'inflation) alors que les cotisations des employeurs n'augmentaient pas (+ 7 %, mais - 0,5 % en valeur réelle).

Une façon de déshabiller Paul pour habiller Pierre...

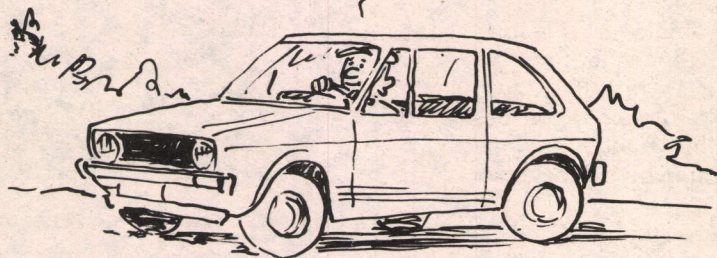
Claude CHARVET

L'Etat et les compagnies d'assurance main dans la main pour nous escroquer

Le gouvernement vient de décider d'augmenter de 3 % son prélèvement sur les primes d'assurance au 1^{er} juillet. Le prétexte invoqué est que cette somme servirait à couvrir une partie du déficit de la Sécurité sociale imputable aux accidents de la circulation. Mais, selon le *Canard enchaîné*, l'an dernier la Fédération Française des Assurances a annoncé une baisse des blessés de la route de 5,5 % et des tués de 2,3 %. Le déficit de la Sécurité sociale dû aux accidents de la route a donc diminué dans la même proportion. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement a trouvé ce nouveau moyen pour soutirer de l'argent aux automobilistes. Car évidemment, les compagnies d'assurances ont immédiatement déclaré qu'elles répercuteraient cette augmentation sur les assurés.

Et pourtant, elles devraient payer : l'UAP a vu ses bénéfices augmenter de 45 % l'an dernier, surtout dans sa branche assurance automobile et logement

MON RÊVE ? POUVOIR M'ASSURER CONTRE LA RAPACITÉ DES COMPAGNIES D'ASSURANCES...



(175 % d'augmentation). Le GAN, lui, annonce 52 % d'augmentation de ses bénéfices.

Les compagnies d'assurances peuvent tranquillement continuer à s'enrichir sur le dos des automobilis-

tes, et l'Etat à prélever par tous les bouts : à la fois en augmentant ses taxes, en diminuant les prestations, et en augmentant les prélèvements.

L.V.

Savoir tenir ses promesses c'est ne rien lâcher

Après cela, Mitterrand pourra se vanter d'avoir tenu sa promesse de diminuer les « prélèvements obligatoires ». Ceux-ci, impôts, cotisations sociales, baisseront peut-être un tout petit peu, mais le gouvernement se sera rattrapé amplement à l'avance sur des postes (assurances, essence, etc.) qui, eux, ne font pas partie des fameux « prélèvements obligatoires » !

L'algèbre et la Sécurité sociale :

L'art de transformer les plus en moins

Si la mise a contribution des salariés au titre des sommes versées à la Sécurité sociale se fait de plus en plus lourde (+ 14,2 % en 1984), les prestations sociales sont loin de connaître la même évolution.

Au contraire même puis-

que, selon le récent rapport de l'INSEE sur les « comptes de la nation », en 1984 le pouvoir d'achat des prestations familiales a baissé en moyenne de 1,6 %, celui des allocations-vieillesse et pré-retraite a perdu 0,8 %. Quant à celui des

allocations-chômage, il a baissé de 6 %, chiffre qui — et c'est un comble — paraît peut-être quand même enviable à la moitié des chômeurs, qui ne touchent plus aucune indemnité...

L'addition était déjà longue

Les mesures actuelles contre les bénéficiaires des différents organismes de la Sécurité sociale, s'ajoutent à une longue liste d'autres mesures que Mitterrand a fait adopter depuis son arrivée au pouvoir.

Novembre 81 : Rétablissement du prélèvement de 1 % sur les cotisations sociales salariales que Barre avait instauré, puis supprimé avant les présidentielles.

Juin 82 : Nouvelle cotisation-maladie sur les allocations chômage : 1 % pour les chômeurs, 2 % pour les pré-retraités.

Juillet 82 : Annonce d'un plan pour économiser 10 milliards :

— Nombre d'allocations, telle l'allocation logement ou les allocations familiales, voient leur hausse se ralentir.

— Diverses améliorations des prestations familiales qui avaient été annoncées par Mitterrand sont reportées (allocation au dernier enfant, allocation des orphelins...)

— Réduction des remboursements de médicaments dits « de confort » (sirops, laxatifs, fortifiants), certains n'étant même plus remboursés.

— Les améliorations pour le remboursement des lunettes et des soins dentaires sont suspendues.

— Les hôpitaux doivent renoncer à faire des dépenses supplémentaires en 1982.

Octobre 82 : Nouveau calcul, plus défavorable, de la revalorisation des retraites : elle se fait désormais non plus en fonction de la hausse des prix, mais en fonction de la hausse des salaires à venir, établie par le gouvernement, et forcément sous-évaluée.

Novembre 82 : Il est décidé que d'ici 5 ans les patrons ne paieront plus de cotisations aux caisses d'allocations familiales. Le contribuable y pourvoira.

Décembre 82 : 1 000 médicaments seront moins remboursés, ou même pas remboursés du tout pour économiser un milliard.

Avril 83 : Un forfait hospitalier de 20 F par jour est créé.

Augmentation de la cotisation-maladie sur les pré-retraités : elle passe de 2 % à 5 %.

Mai 83 : 1 % sur le revenu imposable : emprunt forcé pour trois ans égal à 10 % des impôts payés en 1982 pour tous ceux qui ont payé au moins 5 000 F. Prévision du rapport de ces deux mesures : 25 milliards.

Juin 83 : L'amélioration du remboursement des lunettes et des prothèses dentaires est reportée en 1984.

Septembre 83 : La cotisation vieillesse augmente d'un point pour les salariés.

Par ici la monnaie !

Le projet de construction d'une autoroute reliant La Défense à Orgeval est un vieux projet, bien utile pour désengorger l'autoroute A-13, à l'ouest de Paris. Projet qui a été gardé dans un tiroir, faute de financement. Le gouvernement affirmait qu'il ne pouvait faire face à cette dépense, tous les crédits étant paraît-il absorbés par le super-périphérique de l'Ile-de-France. Or voilà que ce projet ressort, mais avec une perspective de financement privé, c'est-à-dire que cette autoroute devrait être rentabilisée et serait donc payante.

Or le péage des autoroutes d'Ile-de-France avait été officiellement abandonné en juillet 1977. Qu'à cela ne tienne : les automobilistes voulant emprunter cet axe auront donc le choix entre les embouteillages gratuits du tunnel de Saint-Cloud ou une autoroute à péage.

Voilà comment l'Etat compte se débarrasser du problème : pour améliorer la circulation, il faudra que l'usager paie, l'argent de ses impôts étant utilisé à autre chose par l'Etat, à subventionner justement les grandes sociétés capitalistes.

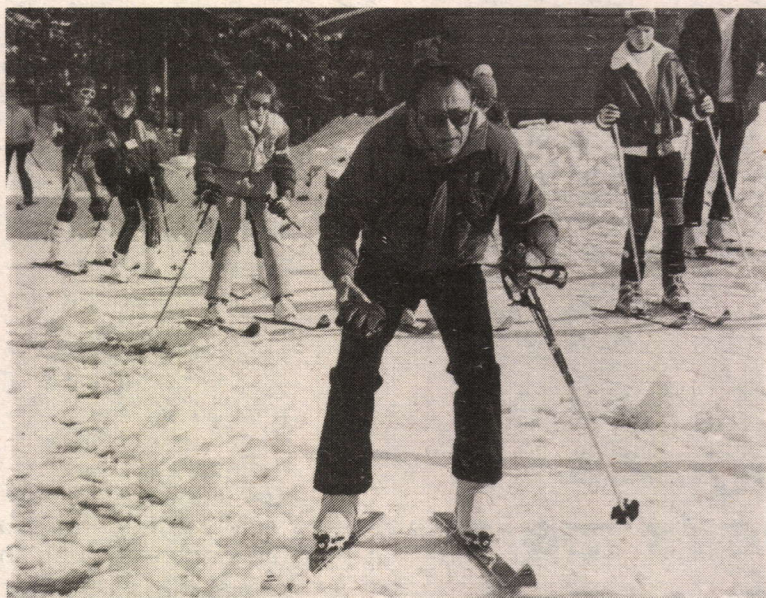
□ Rocard en attendant 88

A l'émission *Questions à domicile*, Rocard a annoncé que cette fois, c'était dit — et qu'on n'y reviendrait pas, comme cela s'était passé en 1981 —, il serait candidat à la présidence de la République en 1988. Peut-être aurait-il même quitté pour cela le gouvernement ! En tout cas, Rocard a bien quelques petites autocritiques à faire : il regrette d'être resté au PSU en 1971, au lieu de prendre la place de Mitterrand à la tête du PS. Et c'est bien fini des petits gestes gauchistes du temps jadis, il considère que le fait de lever le poing (comme il le faisait pendant la campagne présidentielle de 1969) est maintenant « ridicule ».

Et pendant que Rocard met le doigt sur la couture du pantalon devant les patrons, il demande aux ouvriers de retrousser les manches : il pense que les salariés ont « à prendre en charge l'amélioration de la compétitivité française », que Mitterrand n'y va pas assez fort, fait trop de démagogie. Lui le dit depuis longtemps : il faut serrer la ceinture aux travailleurs...

Rocard a peut-être perdu du temps il y a 15 ans, alors il rattrape le temps perdu !

En 1971, Rocard en était encore à défilé au Mur des Fédérés aux côtés des révolutionnaires, quand Mitterrand, lui, se lançait à l'assaut du PS...
... Alors aujourd'hui, pour le slalom des présidentielles 1988, Rocard préfère essayer de prendre quelques longueurs d'avance !



□ Le silence est d'or

Pour sa dernière conférence de presse, Jospin n'a pas mâché ses mots... puisqu'il n'a même pas ouvert la bouche.

Oh, s'il a décidé de se taire ce n'est pas parce qu'il n'avait rien à dire : cela n'a jamais empêché un politicien de parler. Mais le problème n'était pas tant de parler que de faire parler de lui. Rocard avait réussi à faire la Une des quotidiens le vendredi en annonçant ce que tout le monde savait depuis longtemps. Fabius avait ravi la Une des quotidiens du

samedi en entamant à Marseille la campagne électorale du Parti Socialiste, soufflant grossièrement à son « ami » Jospin ce qui aurait normalement dû être le job de celui-ci.

Que restait-il au premier secrétaire du Parti Socialiste pour figurer en bonne place dans la presse du lundi ? Il lui fallait donc innover et il l'a fait avec audace, en annulant sa traditionnelle conférence de presse. Et du coup la presse a pu à longueur de colonne commenter ce pesant silence.

Et il faut l'avouer cela a été une réussite : qui donc, avant ce lundi 17 juin savait que Jospin tenait régulièrement des conférences de presse ? Qui donc se rappelle d'une seule des profondes pensées qu'il n'a pu manquer d'émettre à chacune de ces occasions ?

Et on serait à la place de Rocard, Fabius ou Berégovoy, on commencerait à prendre peur. Si Jospin continue à se taire, sûr que sa cote risque de monter dans les sondages.

□ Prisons : des mesures dérisoires

Un mois après la vague de révoltes qui a secoué les prisons, le ministre de la Justice, Robert Badinter, a décidé quelques réformes. Rien de bien extraordinaire, la fameuse réforme du Code pénal sur laquelle des experts travaillent depuis 3 ans étant remise aux calendes grecques.

L'administration pénitentiaire prévoit que l'été sera un des caps les plus difficiles à passer depuis longtemps en raison d'un surpeuplement record et elle a pris ces mesures pour empêcher que le mécontentement ne se développe encore.

Alors on s'est contenté de modifier une centaine d'articles sur les 600 que compte le Code de procédure pénale. Par exemple : le courrier ne sera plus systématiquement ouvert, la fouille des détenus est recommandée, mais elle devra se faire « dans des conditions (...) préservant le respect de la dignité inhérente à la personne

humaine ». Il fallait sans doute que ce fût précisé dans un texte... Les études en prison seront facilitées. Par ailleurs, les détenus condamnés à moins d'un an d'emprisonnement pourront obtenir des permissions de sortie sans limitation de durée. Les possibilités de placement à l'extérieur des prisons seront élargies et, chômage oblige, la fourniture préalable d'un certificat de travail ne sera plus exigée pour les libérations conditionnelles.

Le problème de l'engorgement des prisons qui fut à l'origine des émeutes du mois de mai dernier nest pas près d'être réglé, même si une grâce présidentielle est prévue pour le 14 juillet. Mais ces quelques réformes ne touchent pas en fait aux véritables problèmes du système carcéral. Ainsi, le problème de la détention provisoire qui maintient en prison plus de 50 % des détenus avant leur jugement n'est pas abordé.

Les fous du roi

Le maire de la ville, principal animateur de la fédération des Républicains de l'Île de France criant « Vive le roi » au pied de la statue d'Henri IV, un vieux de 76 ans à ses côtés se disant Comte de Paris et rêvant avant de mourir de se faire nommer Henri V, rien n'étonne évidemment dans cette ville de Charenton à qui on prête tant d'histoires de fou sous prétexte qu'elle abrite depuis longtemps le principal hôpital psychiatrique de la région parisienne.

Mais ce qu'on ne savait pas encore, c'est que le vieux pavillon en brique dans lequel aurait dormi jadis Henri IV et qui, rénové, sert aujourd'hui de mairie à la ville, où vient de se dérouler la cérémonie, n'était en réalité qu'une annexe du célèbre hôpital.

□ Gouverner c'est prévoir...

Après Mauroy, qui a publié récemment un livre, voici Fabius qui se met sur les rangs avec un ouvrage prévu en septembre, talonné de près, paraît-il par Delors qui en annoncerait un également pour la rentrée.

Se prépareraient-ils un petit pactole pour leur retraite qu'ils estiment prochaine, ou se

disent-ils qu'il faut profiter de leur notoriété présente ? Toujours est-il que ça travaille beaucoup de la plume parmi les leaders de la gauche.

D'autres leaders politiques préfèrent, une fois à la retraite, publier leurs mémoires, les nôtres, eux, préfèrent tenir que courir.

□ Flic new look

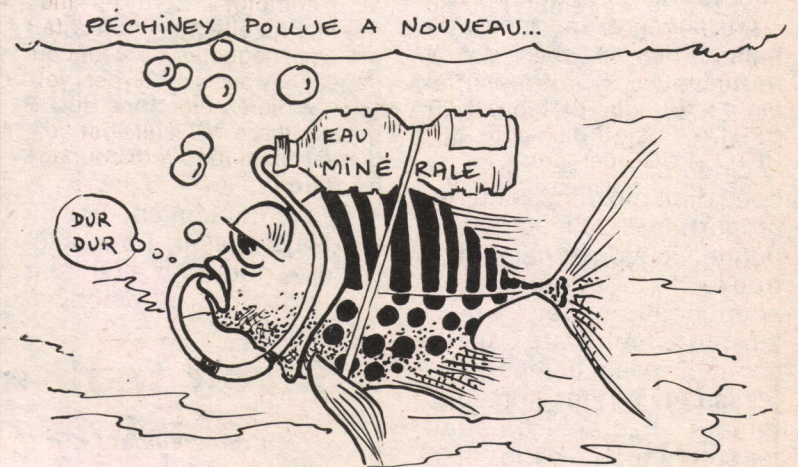
« J'ai choisi un métier sûr... » : la pub s'affiche dans tous les métros parisiens, sur la photo d'un flic new-look, casquette plate, blouson court flambant neuf.

La préfecture de police de Paris recrute. Mille gardiens de la paix nouveaux seront embauchés en 1986 (au lieu de 700 en 1985), et la préfecture de police voudrait de préférence trouver des parisiens de souche, connaissant mieux les méandres de la capitale que les recrues provinciales. La campagne de pub dans la ville et un nouvel uniforme style

shérifs new-yorkais sont destinés à tenter quelques jeunes titis.

Mais on ne recrutera pas n'importe qui, car pour accroître la prestance des gardiens de la paix (et compenser le passage d'une casquette haute à une plate), les garçons devront mesurer au minimum 1,71 m (au lieu de 1,68 précédemment) et les femmes 1,68 m minimum (au lieu de 1,63). Il paraît même qu'on va renforcer le concours d'entrée en y rajoutant un test d'intelligence et un contrôle de culture générale. On aura tout vu !

□ Catastrophe pas naturelle



Une nouvelle fois, le Rhône a été victime d'une grave pollution qui a empoisonné le fleuve sur plusieurs centaines de kilomètres, tuant des dizaines de tonnes de poissons et privant de nombreuses communes d'eau potable.

L'origine de la pollution est un incendie de produits chimiques stockés à l'usine Rhône-Poulenc de Péage-de-Roussillon à 50 km au sud de Lyon. Les pompiers, qui ignoraient la nature et la toxicité des produits stockés, ont largement arrosé l'incendie. C'est ainsi que 300 tonnes de produits toxiques, employés dans la fabrication de désherbants, ont été entraînées dans les égouts de l'usine avant de rejoindre les eaux du fleuve.

C'est la troisième fois en moins de 10 ans que le Rhône

est gravement pollué. En 1976, une pollution provoquée par Pechiney entraînait la mort de 380 tonnes de poissons. A nouveau 60 tonnes de poissons étaient ramassées après une pollution causée par Rhône-Poulenc, déjà, en 1982.

Chaque fois qu'il y a une pollution importante, les pouvoirs publics déclarent qu'elle était imprévisible mais que maintenant des décisions ont été prises pour qu'elles ne se reproduisent plus...

Mais de tels « accidents » vont de pair avec le fait que, dans notre système économique, le profit est roi et que les capitalistes en permanence font prendre des risques énormes à la nature et aux hommes. Alors, on le sait : c'est fini jusqu'à la prochaine fois.

La grève mal aiguillée

Perturbations importantes sur tous les réseaux, aussi bien sur la banlieue que pour les grandes lignes : la grève du 19 juin a été suivie, à en croire la direction SNCF, par 30 % de l'ensemble du personnel et 50 % pour les conducteurs. Ces chiffres sont en tout cas nettement supérieurs à ceux enregistrés le 8 février 1984, jour du précédent appel lancé par la CGT à tous les cheminots.

Parmi les grévistes eux-mêmes, bien des critiques se sont exprimées vis-à-vis des fédérations syndicales, et en particulier de la CGT et de certains des objectifs qu'elle a essayé de donner au mouvement.

L'aiguillage des CE : Une voie de garage

C'est la CGT qui, la première avait appelé à la grève le 11 juin. Ce jour-là, elle posait comme seule et unique revendication « la défense des Comités d'Etablissement remis en cause par un véritable complot ». L'appel commun CGT-CFDT-FGAAC pour le 20 juin, qui avait été lancé auparavant sur les salaires et les effectifs, était purement et simplement gommé.

Le ton alarmiste de la CGT sur les CE a pu faire illusion ici ou là un moment. Et sans doute bien des militants CGT ont pu croire qu'ils pouvaient avoir là l'occasion d'entraîner les che-

minots dans la lutte. Mais, pour d'autres, il apparaissait vite que la « bataille des CE » était sans véritable objet.

Les vrais problèmes, les salaires, les effectifs, ceux qui préoccupent les cheminots et les militants depuis des mois, étaient occultés. Sans compter que l'affaire des CE — dans laquelle incontestablement les pouvoirs publics et la direction, s'appuyant sur quelques syndicats concurrents, essaient de jouer un mauvais tour à la CGT — prêtait le flanc à tous ceux qui cherchent à dénigrer les grèves dans les services publics. *France-Soir* multipliait les Unes sur le thème des perturbations occasionnées aux usagers, aux automobilistes... ou aux candidats au baccalauréat, après avoir suggéré que « la CGT se bat pour les 800 millions de la SNCF ».

Et la SNCF elle-même a pu reprendre une pratique qu'elle avait abandonnée depuis 1981, en s'adressant à tous les cheminots, pour expliquer qu'elle n'y était pour rien, que le recours en Conseil d'Etat était le fait de trois organisations syndicales, qu'elle ne faisait quant à elle qu'appliquer la loi... et que donc la grève était malvenue. D'ailleurs, au fur et à mesure que l'on approchait de la date du 19, on a vu un peu partout la CGT infléchir son langage et reparler des salaires et des effectifs. Le matin de la grève, *L'Humanité* mettait en avant « la défense du service public, le pouvoir d'achat et les conditions de travail des che-

minots » et seul un entrefilet mentionnait les CE.

Les cheminots, qui connaissent déjà les grèves tournantes, découvriraient donc... les revendications tournantes !

Une autre voie est possible

Alors, c'est sans illusion sur la volonté de combat des fédérations syndicales que les cheminots ont fait grève le 19. Ce qui est notable c'est que, malgré cela, une fraction importante, peut-être 100 000 cheminots, ait tenu à profiter de la journée du 19 pour faire grève, même si la confusion sur les revendications ainsi que le cadre limité dans le temps et surtout à la seule SNCF ne semblaient guère ouvrir de perspectives, alors que tous les travailleurs subissent les mêmes attaques, sur les effectifs, sur les salaires, de Renault à la plus petite entreprise de ce pays.

Il y a deux ans, en septembre 1983, des cheminots de Charleroi en Belgique démarraient, en dehors des directions syndicales, un mouvement qui allait mener à une grève générale contre la politique d'austérité. C'est une voie sans doute difficile, mais c'est la seule qui, aujourd'hui, peut ouvrir de réelles perspectives.

Hervé MARTIN

Les CE à la SNCF : un enjeu pour les syndicats, pas pour les cheminots

Le plus gros Comité d'Entreprise de France, avec 160 centres de vacances, 13 maisons familiales, 130 centres de loisirs, 300 bibliothèques, 130 cantines, le tout employant un effectif de 5000 personnes et représentant un budget social de 800 millions de francs : tel est l'enjeu qui partage CGT, CFDT et FGAAC d'un côté, FO, CFTC et CGC de l'autre.

Ces trois derniers syndicats, s'estimant lésés par le découpage actuel en 327 CE, sont à l'origine de la décision, qui est

intervenue la semaine dernière, de cassation par le Conseil d'Etat, en vue d'un redécoupage.

La CGT a littéralement hurlé au « complot », tout en indiquant... qu'elle était tout à fait prête à négocier ce redécoupage. Car, avec 47 % des voix aux dernières élections du CE en décembre 1983, elle est quasiment assurée, redécoupage ou pas, de conserver une majorité qui lui assurera la pleine gestion des CE.

Alors, dans cette affaire, la

CGT et derrière elle la CFDT et la FGAAC (autonomes de conduite) craignent tout au plus de perdre une petite part de leurs possibilités de gérer le budget des œuvres sociales. Mais pour les cheminots, que celles-ci soient gérées par 327 CE ou par 25 CE, ou tout simplement, comme c'est encore le cas dans les faits, par la SNCF elle-même, cela ne changera rien à rien.

H.M.

Ateliers de Paris-Masséna

48 % de grévistes (57 % à l'exécution, 17 % chez les maîtrises), mais quasiment personne à l'assemblée du matin.

A l'approche du 19, la CGT a sensiblement plus insisté sur les effectifs et les salaires, tout en répétant l'importance, à ses yeux, du CE.

Correspondant LO

Ateliers de Nanterre-La Folie

Le jour de la décision du Conseil d'Etat, un débrayage avait eu lieu à l'appel de la CGT et de la CFDT, suivi par 70 cheminots sur 700.

Même une partie de ces grévistes était surtout motivée par les brimades de certains chefs, la direction ayant décrété que les réunions à plus de 3 étaient désormais interdites !

Le 19, la CGT indiquait par son attitude qu'elle désirait apparaître seule. Un militant de la CFDT a souligné qu'il faudrait autre chose qu'une grève de 24 h pour gagner.

Au rassemblement organisé par la CGT à Saint-Lazare, nous étions une trentaine des ateliers, mais au total, pour toute la région, tout juste 200.

Correspondant LO

Gare de Paris-Austerlitz

Il y a eu en moyenne 35 % de grévistes sur la gare, 45 % à l'exécution, et l'ambiance, même autour de la CGT, était peu enthousiaste. Beaucoup ne comprenaient rien à la bagarre sur les CE, ou y soupçonnaient une affaire de boutiques syndicales.

CGT et CFDT ont appelé séparément à des assemblées générales, qui n'ont rassemblé tout au plus qu'une cinquantaine de personnes.

La CGT, pour sa part, a surtout mis l'accent sur un problème tout à fait local — la menace de licenciement pour 5 des employés de la cantine — qui s'inscrit pourtant bien dans la politique générale de la SNCF.

Correspondant LO

Paris Gare de Lyon,

Nous venions de faire grève le 31 mai, dans le cadre d'un mouvement régional ; et beaucoup de cheminots rappelaient que cette grève avait été mal organisée, ou disaient qu'ils n'avaient pas envie de faire grève pour les CE, problème que la CGT mettait en avant.

La grève a été tout de même suivie à peu près à 50 % mais les grévistes sont restés chez eux.

Correspondant LO

Gare de La Chapelle

La grève a été très peu suivie : dix grévistes sur deux services (470 cheminots). Beaucoup de réflexions amères : « On a été lâché par la CGT en mai dernier » ou bien : « On n'a pas à défendre les CE ».

Au rassemblement de la CGT Gare du Nord, le discours a porté sur la « casse de l'entreprise », « le contrat social proposé par la CGT » et, du bout des lèvres, de la lutte à intensifier.

Correspondant LO

Batignolles (Paris-Saint-Lazare)

Il y avait eu un peu plus de monde que d'habitude à l'heure d'information syndicale que le lundi précédant la grève ; la CGT s'était vu reprocher son attitude de l'an dernier dans les grèves des aiguilleurs sur les 35 heures : « Si la CGT n'était pas dans le coup, c'est qu'il y avait Fiterman au gouvernement ».

Un peu plus de répondant également lors des tournées des militants CGT, y compris parmi les jeunes, inquiets de savoir ce qu'était le contrat de plan et quelles en seraient les conséquences.

La veille de la grève, des cheminots disaient à l'heure d'information syndicale CFDT : « OK pour faire grève, mais pas pour les CE », ou « le coup du Conseil d'Etat contre les CE, c'est un coup contre nous, après les effectifs et les salaires ; c'est contre tout cela qu'il faut se battre ».

Le 19, le triage a tourné au ralenti, surtout côté marchandises.

Correspondant LO

Gare de Paris-Est

CGT et CFDT appelaient sur les CE, mais aussi les effectifs et les salaires. FO n'a pas appelé à cause des CE...

La grève a été suivie : les 2 bureaux d'information de l'Accueil étaient fermés et un seul guichet grandes lignes ouvert. A la manœuvre, un cheminot sur dix travaillait en matinée.

Correspondant LO

Villeneuve-Triage

17 % de grévistes. A noter que la section FO du triage s'est associée à la grève en mettant en avant les revendications communes à tous les cheminots. Elle a appelé à une assemblée générale pour le mercredi 11 h (la CGT ne s'y est pas jointe). Une petite vingtaine de cheminots se sont ainsi quand même réunis le jour de la grève, pour discuter de la lutte d'ensemble à mener à la SNCF.

Correspondant LO

Ateliers du Landy (Plaine-Saint-Denis)

La semaine précédant le 19 a été riche en tracts syndicaux, surtout sur les CE. Dès la décision du Conseil d'Etat, la CGT avait « mis à l'abri » le matériel du CE et n'acceptait pas l'accès du local aux autres syndicats. FO se réjouissant : « Les 327 CE, c'est fini ! » Et la FMC (Fédération Maîtrise et Cadres) protestait contre les méthodes de la CGT.

Les cheminots, eux, virent tout cela d'assez loin. Et le 19, la grève fut peu suivie, à 15 % environ. Il faut dire que nous avions déjà été appelés à une grève il y a peu, le 31.

Quant au rassemblement organisé par la CGT à la Gare du Nord, il y avait une centaine de cheminots, au

pied d'une banderole « Contre la casse des CE ».

Correspondant LO

Ateliers de l'Ourcq (Pantin)

CGT et CFDT avaient axé leur appel sur les CE, FO appelant de son côté sur les suppressions d'effectifs et la baisse du pouvoir d'achat.

La grève a été très suivie, seuls 60 cheminots sur 400 ont travaillé. Un piquet de grève CGT était présent le matin à l'entrée, mais les grévistes ne s'étaient pas déplacés.

Correspondant LO

Dépôt de Paris-Sud-Ouest

La grève a été suivie dans l'ensemble à 50 % environ,

Correspondant LO



RENAULT

Le plan Besse :

Licenciements bien enveloppés, mais licenciements quand même

C'est une méthode insidieuse que la direction de la Régie a choisie pour opérer la réduction des effectifs. C'est ce que confirme le plan exposé par le nouveau P-DG, Besse, aux organisations syndicales lors du Comité Central d'Entreprise le 17 juin. Tout est fait pour éviter qu'il y ait, à un moment ou à un autre, une décision susceptible de provoquer des réactions de colère des travailleurs sur l'ensemble de la Régie. Mais au bout du compte, il s'agit bien de parvenir à un résultat de 21 000 suppressions d'emplois en deux ans, en passant de 98 000 salariés dans le groupe Renault fin 1984 à 77 000 fin 1986.

La direction a d'abord annoncé la prorogation des mesures actuellement en application. L'« allocation de reconversion », c'est-à-dire les 50 000 F versés aux salariés acceptant de partir volontairement, sera prolongée jusqu'à fin 1985, puis reconduite en 1986. Une nouvelle convention FNE sera négociée avec les pouvoirs publics pour 1986, afin de permettre le départ d'une nouvelle fournée de salariés âgés de plus de 55 ans. La direction laisse entendre que cette convention sera sans doute moins avantageuse que celle de 1985.

De la même façon, une nouvelle convention sera négociée avec l'ONI, l'Office National de l'Immigration, dans le but de continuer à inciter les travailleurs immigrés à utiliser les dispositions de « l'aide au retour ». Là aussi, la direction a annoncé que, « compte tenu de sa situation actuelle,

l'entreprise pourrait être amenée à revoir l'allocation de réinsertion qu'elle verse (20 000 F) ». Ce qui est encore une façon de dire : pressez-vous de partir, ça ne sera pas toujours aux mêmes conditions.

La Régie prendra également des mesures diverses pour faciliter les congés sans solde longue durée, le développement du « temps partagé », etc. Moyennant quoi elle espère, fin 1985, arriver aux alentours de 86 000 salariés, et à 77 000 fin 1986. Mais comme, selon elle, « tout ce dispositif ne suffira pas », « il faudra rechercher d'autres méthodes », c'est-à-dire des licenciements. Combien ? Eh bien, dit la Régie, « le nombre de personnes concernées par ces autres méthodes dépendra du rendement des mesures fondées sur le volontariat ».

On voit bien l'ambiance que la direction veut développer dans ses usines : on ne vous retient pas, soyez les plus nombreux à partir. Immigrés, retournez au pays volontairement, avant qu'on ne vous y renvoie de force. Travailleurs de plus de 55 ans, prenez votre préretraite avant qu'on ne vous licencie. Les autres, pensez à l'allocation de reconver-

sion : 50 000 F pour quitter l'usine. Quant à ceux qui veulent rester chez Renault, tenez-vous prêts à tout accepter : l'augmentation des cadences, car il s'agit de remonter la productivité Renault face à la concurrence, les changements d'emploi, la « mobilité » d'une usine à l'autre, etc.

Tel est le plan que Besse ose baptiser « plan social » et qui, sans annoncer de mesure spectaculaire, contient tout de même au bout une menace précise de licenciements. Car « si un sureffectif demeure », il y aurait des « opérations ponctuelles d'ajustement des effectifs résiduels dans un certain nombre de sites », le 1^{er} octobre 1985, le 1^{er} juin et le 1^{er} octobre 1986. Là encore, tout serait fait pour diluer les mesures de licenciements, entre les différentes usines puis entre les salariés eux-mêmes, en en faisant autant de cas individuels. Ainsi, chaque licencié possible se verra encore proposer des postes dans le cadre de la « mobilité » : s'il y a trop de candidats pour un poste, on fera le choix selon les charges de famille, l'ancienneté, les qualités professionnelles. Chaque salarié faisant l'objet d'une demande de

licenciement sera reçu pour « un entretien approfondi » où on parlera de « ses souhaits ou possibilités de reclassement » (et où sans doute on l'incitera à prendre la prime de départ volontaire plutôt que d'attendre le licenciement). Après l'autorisation de licenciement, on discutera encore de son reclassement, interne ou externe, et on lui proposerait finalement la formule des « congés-formations-reclassement », cette soi-disant formation qu'on a dispensée aux licenciés de Talbot ou Citroën pour faire passer la pilule des licenciements.

Comme on voit, la direction en a dépensé, de la matière grise, pour envelopper les licenciements, pour faire qu'ils n'aient pas lieu tous en même temps, pour qu'à chaque fois on puisse discuter, rediscuter, faire semblant de chercher des « solutions ». Mais au bout du compte ils sont tout de même là : il devrait y en avoir environ 5 000 ; et c'est une menace suspendue sur tous les salariés de la Régie, pour leur faire comprendre qu'ils n'ont plus le choix qu'entre partir — et alors le plus tôt sera le mieux, en « profitant » des conditions actuelles que la

Régie ne garantit plus pour l'an prochain — ou alors faire tout ce que la direction demandera. Car l'objectif final est de faire avec 77 000 salariés la même production qu'auparavant avec 100 000. La Régie veut passer d'une « performance globale » qui serait actuellement de 10,9 véhicules produits par salarié et par an (contre 13,1 chez General Motors-Europe et 13,4 chez Fiat) à 14 fin de 1986. Autrement dit, redresser ses profits sur le dos de ses ouvriers.

Cela veut dire une offensive, à tous les niveaux, sous toutes les formes, contre les travailleurs de la Régie. La forme insidieuse choisie montre une chose : que Besse et derrière lui le gouvernement craignent une réaction d'ensemble des travailleurs de la Régie, qui pourrait changer tout le climat social. La fragmentation des mesures est là pour permettre d'émietter les conflits, si conflits il y a, en autant de conflits locaux, en autant de négociations auxquelles les directions syndicales ne demanderont qu'à se prêter. Reste à savoir si les travailleurs se laisseront égarer dans ce labyrinthe.

Correspondant LO

Régie Renault :

la direction ne perd rien pour attendre

A Billancourt, le CCE du 17 juin s'est déroulé en plein chômage pour les ateliers de fabrication. A ce CCE, le P-DG n'a fait que confirmer ce qui était déjà connu.

Les déclarations du P-DG n'ont pas surpris mardi 18 à Billancourt, où seuls travaillaient les bureaux et les ateliers d'outillage. On en discutait à peine plus que d'habitude. La CGT n'a réuni qu'une cinquantaine d'employés à un meeting d'information dans l'usine.

Au Centre Technique de Rueil (bureau d'études) où il est officiel que les études de la remplaçante de la R4 sont arrêtées, la CGT a prévu un débrayage jeudi 20 juin pour protester.

Au Siège social, « Point du jour », au cours d'un compte-rendu du CCE, l'orateur de la CGT a précisé que les bureaux « seraient touchés par les licenciements et que les employés ne devaient pas rester isolés ».

A Billancourt, au cours d'une réunion syndicale CGT des travailleurs des ateliers (en chômage), le secrétaire syndical a dit : « Il faut placer l'usine sous surveillance, empêcher tout départ de machine, toute mutation arbitraire. Des tours de garde seront fait, y compris le week-end. Quant aux vacances, chacun doit être facile à joindre ». « Par ailleurs, une sirène puissante sera installée, qui signalera toute tentative

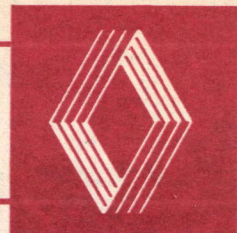
d'enlèvement de machine ».

Sur le plan central, la CGT a donc rejeté le plan Besse. Les autres syndicats ont refusé de voter.

Pour les travailleurs du rang, chacun a conscience que la direction va attaquer secteur par secteur et chacun pense un peu qu'il ne sera pas touché. La direction espère que les travailleurs se laisseront isoler secteur par secteur. Mais rien est sûr, il n'est pas trop tard pour réagir. Les travailleurs sont loin d'être démoralisés et ont la force de répondre à toutes les attaques de la direction.

Elle ne perd rien pour attendre !





Editorial des bulletins
d'entreprise du lundi 17 juin 1985

Renault, SNCF, Fonction publique, secteur privé :



aux mêmes menaces, aux mêmes attaques, une même riposte est nécessaire

Le directeur de la Régie Renault vient de confirmer sa décision de supprimer 21 000 emplois d'ici la fin 1986. Elle appelle ça « plan d'assainissement », la direction de la Régie : on assainit les profits en balayant un salarié de la Régie sur cinq, et en faisant trimer chacun de ceux qui restent comme quatre. Et s'il n'y a pas assez de volontaires pour déguerpir avant décembre prochain, ce monsieur Besse fera licencier les récalcitrants. On trouvera bien des prétextes. On commencera par ceux qui refusent leur mutation d'une ville à une autre ! Quant aux conditions de départ, elles seront encore plus défavorables.

C'est clair. C'est cynique. Avant de passer la main à la droite en 1986, ce gouvernement qui se prétend de gauche veut laisser la place nette aux patrons. Il a commencé par « assainir » Peugeot, Talbot, Citroën ; il a donné le feu vert à Thomson : il accélère les choses à la SNCF où 30 000 suppressions d'emplois sont prévues... et il veut finir en beauté avec Renault. Mitterrand aurait promis-juré à Chirac ou Barre qu'on pouvait compter sur lui pour qu'on ne parle plus de « forteresse ouvrière », que les choses ne se passeraient pas autrement.

Les bourgeois, les patrons, eux, auraient tort de se gêner. Au moment où il est question que le gouvernement diminue les prestations sociales, le remboursement des médicaments,

réduise les indemnités des femmes enceintes... le patron des patrons, Gattaz, réclame la diminution des droits de succession !

D'un côté, trois millions de chômeurs réels et la surexploitation pour ceux qui restent au travail ; de l'autre, des moyens supplémentaires pour spéculer en bourse ou sur le dollar. Ce n'est pas la crise pour tout le monde.

On le voit bien, l'offensive contre les travailleurs est concertée. C'est celle de tous les patrons, y compris celle de ce gouvernement qui se prétend socialiste.

Il n'y a pas à chercher très loin les raisons de la nécessité d'un combat, d'une contre-offensive d'ensemble de la classe ouvrière de ce pays. Tout le monde est attaqué de la même façon.

Mercredi prochain les cheminots feront grève ; jeudi les travailleurs de la Fonction publique manifesteront leur mécontentement à l'appel des syndicats. La CGT, elle, a appelé à « l'Etat d'urgence » à Renault pour les trois mois d'été. Mais il est évident qu'il est nécessaire de lier le combat des cheminots à celui des ouvriers de chez Renault, comme à ceux de la Fonction Publique, comme à tous ceux du secteur privé. Quelle différence, d'ailleurs, y a-t-il désormais entre le public et le privé ? Tous, de la même façon, nous subissons les réductions d'emplois, l'augmentation des cadences, la réduction des salaires.

Nous avons le même combat à mener. Ça tombe sous le sens.

Mais qui va commencer ? Ça commencera forcément quelque part. Henri Krasucki n'a pas tort de lancer aux bourgeois « Méfiez-vous de l'eau qui dort », même s'il aurait été mieux placé pour le dire si lui-même, à la tête de la CGT, n'avait pas contribué à endormir et démoraliser les travailleurs quand il avait partie liée avec le gouvernement.

Les travailleurs ont perdu leurs illusions dans les politiciens de gauche, et avec elles, pour un temps, leur moral. Les patrons et le gouvernement se croient forts, mais ils en font trop... Et les coups de colère éclateront forcément.

Oui, ça commencera forcément quelque part. La vraie question, c'est qu'il ne suffira pas que la colère éclate dans un coin, que des travailleurs se battent séparément et se fassent battre à tour de rôle. Il faudra que ceux qui commencent se donnent les moyens d'entraîner les autres, en ayant, en plus de leur colère, l'audace de s'adresser aux autres, sans attendre la bonne volonté et l'initiative des appareils syndicaux.

Oui, il suffira que ceux qui commencent donnent une expression à la colère générale de tous les travailleurs de ce pays. Alors, la colère deviendra contagieuse, changera le rapport des forces et inspirera une crainte salutaire à tous les ennemis des travailleurs.

Renault Flins : la nouvelle politique : « Ferme ta gu... »

Mercredi 19 juin, un Comité d'Entreprise extraordinaire était convoqué à Flins. Les travailleurs en attendaient des informations sur les intentions de la direction concernant l'usine. Mais en fait, il n'a été qu'une réédition locale du Comité Central d'Entreprise du lundi, au cours duquel le P-DG, Besse, avait annoncé son plan d'ensemble concernant la Régie. Les mêmes informations générales ont été données, mais rien de plus.

Par contre, la principale nouvelle a été le départ de Pachura, le directeur de l'usine, et son remplacement par un certain Boujar, jusqu'alors en poste à Sandouville. « Voilà le premier licencié », a-t-on dit dans les ateliers à cette nouvelle, sans plaindre bien évidemment ce PDG qui a été dans l'instant nommé à la tête d'une entreprise de la sidérurgie, la Sollac. Mais le fait est que, en changeant Pachura, la Régie veut sans doute concrétiser le « serrage de vis » en cours à Flins.

Depuis quelques années, en particulier après 1981, la direction de Flins menait une politique de « concertation » poussée avec les représentants syndicaux. Les chefs se montraient avenants avec eux, voire mielleux. A peine un problème se posait-il dans un atelier que l'on réunissait les délégués, plus quelques ouvriers du secteur, pour en parler. Ça ne résolvait pas le problème, mais ça le noyait sous un flot de paroles, et ça occupait les délégués... dont par ailleurs la direction tolérait qu'ils dépassent très largement leur crédit d'heures, au point que beaucoup d'entre eux étaient très rarement à l'atelier.

Depuis quelque temps déjà, l'ambiance a commencé à changer. On s'est mis à faire la

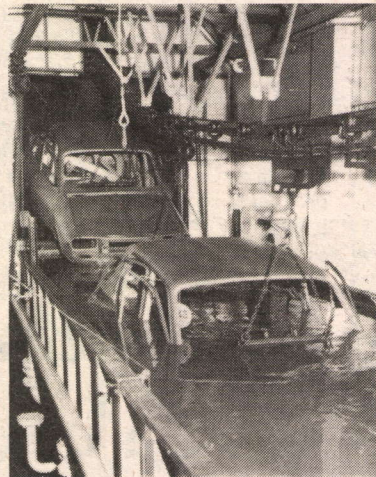
chasse aux « temps morts », par exemple à photographier et à relever les noms des travailleurs qui, ayant fini leur travail, se présentaient aux grilles avant l'heure officielle de sortie. Cela a provoqué quelques heurts avec les gardiens. On a fait aussi la chasse aux malades, convoqué individuellement les travailleurs dont la direction estimait qu'ils étaient trop souvent absents. On a averti les délégués qu'il n'était plus question de tolérer des dépassements d'heures. Les chefs ont commencé à se montrer plus secs. Tel cet adjoint à un chef de groupe, jeune cadre aux dents longues et au style minet du 16^e, qui a traité tout simplement de « feignants » des travailleurs handicapés, ou ce chef d'atelier du contrôle qui a répondu, à une question d'un délégué, rien de moins que : « Ferme ta g... ! »

Après l'annonce du prétendu « plan social » de Besse, les syndicats protestent : la CGT défend la France, la CFDT défend l'entreprise, FO défend les négociations...

Les travailleurs, eux, essaient de comprendre ce que contient vraiment ce document de 38 pages que Besse a distribué au CCE. Ils savent que ça n'est pas bon pour eux. Certains disent qu'il va falloir se battre, bien que ça ne fasse plaisir à personne ; et tous ont conscience que ça va être dur. Mais le chômage aussi, c'est dur pour les travailleurs. Alors, dur pour dur...

Le départ de Pachura est sans doute une façon de signifier à tout le monde dans l'usine qu'il va falloir, comme disait ce chef, « fermer sa g... » Mais il ne suffira peut-être pas de changer de P-DG pour mettre les ouvriers à la redresse !

Correspondant LO



Renault Cléon : les réactions

Mercredi 19 juin, il y avait peu de réactions à l'annonce des mesures prises par la Régie. On a entendu un petit nombre de travailleurs combattifs faire la réflexion qu'en octobre il sera trop tard pour faire quelque chose. Les travailleurs en discutent peu, mais se sentent inquiets pour octobre, sans plus. Quelques-uns discutaient de la « formation » en disant que cela ne pouvait rien donner, qu'il était un peu tard après quinze ans

de chaîne pour se reconvertir. A noter que le CE du matin, qui aurait dû donner les chiffres relatifs à Cléon (même ordre du jour que celui du CCE), n'a donné aucune information supplémentaire, à notre connaissance. D'après un délégué CGT, les élus CGT au CE ont demandé des précisions à la direction, qui n'a rien dit... sauf l'annonce qu'une journée de chômage technique, celle du 28 juin, est supprimée.

Thomson (Vélizy)

Débrayages pour les 600 F

Cela faisait déjà plusieurs mois que le mécontentement couvait dans l'usine à propos des salaires : après trois ans d'austérité, la paie s'est rétrécie comme peau de chagrin. Et dans deux petits secteurs de l'usine, des travailleurs avaient déjà organisé des débrayages locaux.

Le 11 juin, de nouveau, un secteur d'une quarantaine de travailleurs — le GED — décidait à son tour de débrayer pour les 600 F. Cette fois-ci, cette manifestation de mécontentement a suscité la sympathie, et les travailleurs du GED ont pu la mesurer, à la faveur d'un défilé dans l'usine.

Encouragé par la réaction de leurs camarades, le GED décidait alors de s'adresser à l'ensemble de l'usine et d'appeler à un débrayage pour le vendredi 14.

Ce débrayage a été un succès, et en tout cas bien au-delà de ce que beaucoup de travailleurs du GED espéraient, puisqu'en fin de compte c'est à 250 que nous nous sommes retrouvés pour nos 600 F. En deux

jours, le nombre des mécontents s'était multiplié par 6 !

Du côté des syndicats, la CFDT s'est limitée à un soutien passif, tandis que la CGT a d'abord expliqué que l'essentiel, c'est de revendiquer... secteur par secteur. Pendant le débrayage du vendredi, les responsables CGT ont même violemment attaqué le fait que des travailleurs combattifs s'adressent à leurs camarades et prennent l'initiative d'organiser quelque chose. Il est vrai que, devant le succès du vendredi, les responsables CGT ont finalement choisi de soutenir le mouvement. Mais il est inutile de chercher la moindre allusion aux 600 F dans les tracts CGT qui sont parus depuis...

Mardi 18 juin, une délégation de travailleurs a été voir la direction pour connaître ses intentions sur les salaires. Mais, en fait de réponse, c'est aux insultes que nous avons eu droit : « *Il n'y a qu'à aller dans les ateliers à 15 h 45 pour voir la France au travail* », a eu

le culot de nous déclarer un directeur.

Alors, tant qu'à faire de se faire traiter de feignants, ça n'a pas traîné : à 14 h, nous étions 150 sous les fenêtres de la direction, histoire de montrer ce que c'est quand on se croise vraiment les bras. Et puisqu'on y était, à 150, nous avons pris la décision d'appeler à un autre débrayage pour le vendredi 21. Comme le vendredi précédent, un comité de travailleurs a été élu pour préparer cette journée. Si 32 travailleurs avaient réussi à en réunir 250 la semaine précédente, pourquoi 150 ne pourraient-ils pas en réunir au moins 500 !

Pour l'instant, nous ne sommes pas en grève. Et ce ne sont bien sûr pas quelques débrayages qui feront céder Thomson. Mais cette fois-ci, quelques dizaines de travailleurs du rang ont réussi à rompre l'isolement et à faire bouger les choses, simplement parce qu'ils n'ont pas hésité à faire appel aux autres. Et c'est un premier pas !

Correspondant LO.

Direction Départementale
de l'Équipement (Le Mans)

Un premier recul de la direction

Après le refus du directeur de reconsidérer les diminutions des frais de tournée, une assemblée formée par ceux qui, parmi nous, étaient touchés par cette mesure s'est tenue le mercredi 5 juin. Elle a rassemblé 60 personnes, sur les 100 concernées. Il y fut décidé de retourner voir le directeur, sans le prévenir, comme la fois précédente, afin de l'obliger à discuter.

C'est ainsi que, le vendredi 7 juin, nous nous sommes retrouvés au comité de direction. Pour le directeur, notre attitude n'était « pas acceptable ». Il s'était déjà expliqué : il n'avait pas l'habitude de travailler dans ces conditions et d'après lui, les syndicats ne jouaient pas leur rôle.

Mais l'ambiance était chaude : un pétard explosa dans le couloir ; quelques travailleurs voulaient bloquer la salle avec des armoires et certains lançaient : « *Leclerc (le directeur) écrase les primes* ». Alors, le directeur accepta de négocier — mais avec les syndicats uniquement — le mercredi 12 juin. Dans un premier temps nous avons refusé. Mais, de guerre lasse, nous avons laissé les représentants syndicaux avec le directeur, avec pour consigne de ne rien accepter sans nous en rendre compte auparavant.

A l'assemblée qui suivit, la CFDT reconnut avoir eu tort d'accepter la baisse des frais de tournée en réunion de travail. Par ailleurs, les représentants syndicaux nous firent savoir que le directeur avait accepté de « pondérer » les baisses,

mais prétendait qu'il faudrait plus de rigueur pour l'année prochaine. Suite à ces informations, un travailleur demanda : « *Doit-on accepter une baisse si l'an prochain cela doit continuer ?* » L'assemblée se prononça par un vote contre, à une écrasante majorité.

Une délégation, comprenant les syndicats plus trois d'entre nous, pour négocier le 12 juin, fut mise en place et approuvée. L'assemblée vota, contre l'avis de la CFDT, qui ne voulait pas que nous fassions pression d'après elle, nous devions venir une heure après le début de la réunion pour juger des résultats et envisager d'autres actions.

Au cours de cette réunion du 12 juin, le directeur nous dit qu'il avait pris conscience que les petites catégories étaient touchées « trop brutalement »... C'est le moins que l'on puisse dire ! Finalement, il proposa deux hypothèses qui respectaient les limites de l'enveloppe ministérielle. La deuxième nous était plus favorable que la première, mais comportait, selon les catégories, des baisses parfois minimes, parfois importantes.

Le directeur s'attendait à une réponse immédiate des syndicats. Il s'insurgea en voyant que la décision ne serait pas prise comme cela.

Finalement l'assemblée jugea la deuxième hypothèse acceptable, tout le monde considérant que la direction avait reculé ; mais qu'il fallait rester vigilant, en attendant les décisions définitives.

Correspondant LO

AZF Toulouse :

Grève pour les coefficients au service N.A.

Depuis le 14 juin, le personnel du service NA (64 ouvriers en 3x8) est en grève. Dans ce secteur qui vient d'être modernisé, les ouvriers demandent une augmentation des coefficients.

Depuis vendredi 14, la grève est reconduite chaque jour en assemblée générale. Dans un premier temps, la direction n'a rien voulu savoir et a renvoyé les grévistes à de prochaines « études de poste ».

Au cinquième jour de la grève, le directeur a convoqué un CE extraordinaire pour annoncer la mise en chômage technique de 79 ouvriers dans deux autres secteurs dont la production dépend du service NA.

Le lendemain, la CGT et la CFDT appelaient à une assemblée générale pour dénoncer... le rachat de la COFAZ (autre entreprise nationalisée), par un groupe norvégien. Cent cinquante travailleurs ont débrayé pour y assister et, lorsque les syndicats ont fini leur exposé, un représentant des grévistes de NA a pris la parole pour dénoncer le chômage technique annoncé, et dire qu'en réponse une grève de toute l'usine s'imposait. Cette idée fut unanimement reprise, et une grève de 24 heures reconductibles fut votée pour le lendemain à l'unanimité des présents. L'après-midi, une autre assemblée générale comprenant cette fois-ci des travailleurs de l'équipe d'après-midi a revoté la grève pour le lendemain 4 heures.

Dans la foulée, deux cents travailleurs se sont retrouvés devant le bureau du directeur, qui fut bien obligé de recevoir les représen-

tants syndicaux. Et là, en moins d'une heure, il est revenu sur la mise en chômage technique, promettant de ne pas en reparler dans la semaine qui suivrait. Il a proposé, d'autre part, une réunion aux grévistes de NA pour le lendemain.

Fort de ce petit recul, un syndicaliste a déclaré que la grève du lendemain n'avait plus de raison

d'être. Les deux cents travailleurs présents s'éparpillèrent pour rejoindre leur service.

Les grévistes de NA continuent donc leur mouvement seuls, renforcés tout de même dans leur détermination par le premier petit recul de la direction.

Correspondant LO

Renault (Saint-Ouen)

Ça bouge contre les sanctions

Suite à un accrochage avec un agent de maîtrise, un travailleur délégué CFDT a été sanctionné d'une journée de mise à pied. Motif : « *Paroles injurieuses et comportement agressif à l'égard d'un agent de maîtrise* ».

En fait ce petit chef, récemment nommé, est bien connu dans l'atelier pour faire des réflexions, provoquer les travailleurs, bref, pour chercher des histoires partout.

Lorsqu'on a appris qu'il y avait eu un rapport contre notre camarade et qu'une demande de sanction avait été faite, une pétition a circulé dans le secteur.

Cette pétition, intitulée « *Avertissement à la direction* » disait entre autres que, « *les accrochages étant dus à l'attitude du chef, si celui-ci ne changeait pas son attitude il y aurait d'autres accrochages* ».

Puis, la sanction d'une journée de mise à pied étant connue, le mardi 18 juin, une collecte a circulé pour rembourser la journée perdue par le camarade sanctionné. La perte de salaire se montait à 320 F. En deux heures, près de 500 F étaient collectés. La collecte a alors été arrêtée.

Et le lendemain mercredi, jour de la sanction, la CFDT a

appelé à un débrayage, auquel s'est jointe la CGT.

A 9 h 30, une centaine de travailleurs se retrouvaient rassemblés et montaient voir la direction, un militant de la CFDT ayant proposé de porter à la direction une lettre condamnant les sanctions. Le bureau du chef du personnel a vite été envahi par les travailleurs présents, lui qui ne voulait recevoir que trois personnes. Comme il ne répondait pas aux questions qu'on lui posait sur les sanctions et l'attitude répressive de la direction ces derniers temps, un travailleur lui a demandé s'il ne répondait

parce qu'il était timide ou mal dans sa peau. Et le chef du personnel, précisant qu'il n'était pas mal dans sa peau, ajouta qu'il avait rien à dire de plus.

En redescendant du bureau de la direction, la CGT et le militant CFDT ont pris à nouveau la parole, pour dire qu'il fallait être prêts à répondre à chaque fois que la direction toucherait aux délégués ou aux travailleurs.

A Renault-Saint-Ouen, cette affaire a remoté le moral à plus d'un. Moral bien attaqué par le climat d'inquiétude dû aux menaces de licenciements qui pèsent actuellement sur toute la Régie.

SPECIA (Saint-Genis-Laval, Rhône)

Le P-DG coincé par un débrayage

A l'occasion de la venue de Le Floch, P-DG de Rhône-Poulenc, au centre de recherche de Saint-Fons, la CGT a appelé à débrayer trois heures dans toutes les usines Rhône-Poulenc de la région lyonnaise, et notamment à Spécia, qui fait partie de la division santé de Rhône-Poulenc.

Un rassemblement a été organisé au centre de recherche. Environ 600 personnes, dont 100 de Spécia, se sont retrouvées. Elles étaient décidées à coincer Le Floch et à lui

rappeler leurs revendications, notamment sur les salaires. Nous sommes allés l'attendre dans la salle de cinéma, où les cadres étaient déjà installés pour entendre la conférence de leur directeur. Ils se sont fait petits sur leurs sièges, quand ils se sont rendu compte qu'ils étaient bloqués au milieu de nous.

Quand Le Floch est arrivé, il a eu droit à une haie d'honneur qui scandait : « *Le Floch, des sous* ». A la tribune, il a osé dire qu'on le retardait et qu'il verrait

les syndicats après la conférence. Alors l'assistance le traita de dégonflé. L'ambiance était chaude et les gars n'étaient pas décidés à le laisser partir. Pendant un quart d'heure, il s'est fait bloquer, bousculer, prendre à partie. Et, à voir sa tête, il se rappellera de Saint-Fons.

En tout cas, le fait d'avoir visiblement dérangé ce monsieur et de lui avoir dit en face notre colère n'était pas fait pour nous déplaire.

Correspondant LO

CHU (Rouen)

Des crédits pour les hostos, pas pour les lacrymos

Vendredi 14 juin avait lieu l'inauguration du Centre Régional d'Informatique Hospitalière (CRIH), au CHU de Rouen. Pour la circonstance, outre la direction de l'hôpital, le préfet et l'inévitable Lecanuet, était également présent M. de Kervasdoué. Celui-ci est bien connu du personnel hospitalier puisque, en tant que directeur des hôpitaux au ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, c'est lui le patron des « DDASS », et c'est sa signature que l'on retrouve « par délégation » au bas de bien des circulaires ministérielles. Notamment de celle qui supprime les congés spéciaux des personnels des services de radiologie.

C'est dire que les manipulateurs-radio de Rouen avaient à cœur de l'accueillir comme il le fallait.

Le personnel des cuisines du CHU, quant à lui, en effervescence depuis plusieurs semaines à cause d'une menace de sept suppressions de postes, n'était pas en reste.

Aussi, à l'appel de la CGT et de la CFDT du CHU ainsi que du Comité des manipulateurs-radio, c'est à près de 200 que nous nous sommes retrouvés malgré un moment peu propice, un vendredi en fin d'après-midi, pour dénoncer les restrictions et la rentabilisation dans les hôpitaux.

Prenant de court, au début, le dispositif policier, nous nous sommes regroupés, après un tour dans l'hôpital, devant les grilles closes de l'entrée principale du CRIH, attendant de pied ferme les « personnalités ».



Les employés du CHU « accueillent » le préfet, Lecanuet et le « patron des DDASS ».

Les slogans contre l'austérité dans la santé et les suppressions de postes que la DDASS envisage au CHU étaient scandés fermement. Les petits fours, prévus pour le vin d'honneur et mystérieusement disparus dans la matinée, firent une réapparition fort appréciée dans la manifestation.

Mais, pour la direction et le représentant du ministère, l'important était de déguster leur champagne en paix et pour cela il fallait que le terrain soit déblayé.

C'est alors que les CRS équipés remplacèrent les agents de police placides ! Nous nous sommes trouvés brutalement refoulés à coups de matraques à bonne distance des grilles. Et pour faire bonne mesure, une bordée de grenades lacrymogènes fut lancée, repoussant la manifestation au milieu de la circulation intense du boulevard. Plusieurs personnes ont été atteintes par des grenades lancées à tir tendu !

Tout le monde a eu droit copieusement aux gaz : pas-

sants, automobilistes, visiteurs, malades, ambulances, SAMU ! Jusqu'à la pédiatrie qui ne fut pas épargnée, et où la panique due au fracas des grenades et à l'entrée des gaz par les fenêtres gagnait les petits malades.

Pour que le représentant d'un ministre socialiste puisse trinquer en paix, la police n'était pas regardante.

Les manifestants étaient révoltés par l'attitude des forces de l'ordre mais se consolaient, entre deux quintes de toux, de voir les uniformes et les boucliers de CRS se consteller de jaune d'œuf, de tomates et de liquides colorés divers...

Ayant subi plusieurs lancers de grenades, après bientôt trois heures de manifestation, les participants décidèrent d'en rester là... pour le moment. Car l'annonce, la veille, de 180 postes à supprimer dans les deux ans à venir, dans les services généraux du CHU, ne va pas calmer les esprits !

EGF

La grève du 14 juin



« Faisons payer leur crise aux exploiters et à leurs larbins de gouvernants ; préparons la grève générale » proclame cette pancarte d'un manifestant de l'EDF-GDF.

Un mot d'ordre de grève nationale avait été lancé par la CGT à EDF-GDF pour le vendredi 14 juin. Sur Paris, 31 % des travailleurs d'EGF ont répondu à cet appel.

Nous nous sommes retrouvés environ 15 000 à la manifestation, qui s'est terminée par un pique-nique sur l'esplanade des Invalides. Le défilé était composé dans sa grande majorité de cortèges de province. Et il était haut en couleurs, plein de bonne humeur, mais avec peu de slogans.

La CGT a mis l'accent sur le « *Non à la privatisation d'EDF* » et sur la protection du statut, qui serait selon elle menacé. Les préoccupations des manifestants portaient sur la baisse du pouvoir d'achat, le manque d'effectifs, le refus des TUC. Des pancartes amenées par des manifestants sur la nécessité d'une grève générale ont soulevé des discussions. Certains s'interrogeaient sur l'efficacité d'une journée de grève et d'autres regrettaient qu'il n'y ait pas eu de coupures de courant aux industriels.

A Invalides, les délégations CGT qui revenaient des directions EDF et GDF ont souligné l'arrogance de celles-ci, qui ont été huées par les manifestants. Mais la direction de la CGT n'a proposé aux travailleurs d'EGF que la poursuite des négociations autour du tapis vert appuyées par des journées d'action.

La direction d'EDF-GDF n'allait pas céder comme cela, nous le savions bien. Pour faire reculer le patronat et le gouvernement, une lutte d'ensemble est nécessaire, qui doit se préparer dès à présent.



Pendant la manifestation des travailleurs d'EDF-GDF.

RENAULT DRDA (Rueil)

Règlement de comptes à OK CO... Rueil

Lundi 17 juin, à la prise du travail, les discussions allaient bon train sur le plan Besse, les 21 000 suppressions d'emplois annoncées et sur la manière dont la direction va s'y prendre pour parvenir à ses fins : licenciements « secs » ou pas.

Eh bien, lundi midi, c'est d'un licenciement sec et brutal dont on parlait à la DRDA (Direction des Recherches et Développement Automobile) à la suite d'un tract diffusé par la CFDT.

Mais dans ce cas, ce n'est pas la direction qui est en cause, mais le CE dirigé par la CGT, qui a décidé le licenciement d'un salarié du CE « conformément aux dispositions de l'article L 122-41 du code du travail ».

C'est fait sans bavure et les élus CGT du CE, qui dénoncent fort justement dans le même temps le plan de licenciements programmé par Besse, n'ont

pas hésité à faire preuve de rigueur dans leur capacité à gérer le Comité d'établissement selon les règles communément pratiquées dans les sphères patronales.

Bien sûr, ce qui explique cette décision, c'est entre autres la guéguerre à laquelle se livrent depuis toujours les syndicats de la DRDA. La CFDT n'est d'ailleurs pas plus soucieuse des intérêts des travailleurs et s'évertue à se présenter comme meilleure gestionnaire des « œuvres sociales » que la CGT. De plus, dans un autre établissement de la Régie, au Siège social à Billancourt, c'est la CFDT qui avait sanctionné un travailleur du CE, adhérent de la CGT.

Mais il n'en reste pas moins qu'à la DRDA, la CGT a fait l'unanimité des travailleurs contre elle.

Correspondant LO

Touche pas à mon poste !

Circulez, il n'y a rien à voir, a dit en substance Laurent Fabius à la télévision mercredi soir à propos de la colère de Jospin. Il n'empêche que la querelle qui a éclaté au grand jour entre le Premier ministre et le premier secrétaire du Parti Socialiste continue à faire des remous dans le petit monde des chefs et des sous-chefs socialistes. Et Lionel Jospin a décidé de faire appel à ses pairs du

comité directeur du Parti Socialiste, lors de la prochaine réunion qui doit se tenir dans quinze jours.

« *Divergence stratégique* » pour la préparation des législatives de 1986 ? Soucis de « *l'encrage à gauche* » pour les autres ?... Les débats prétendument théoriques profonds qui semblent agiter les leaders socialistes ont évidemment des racines plus terre à

terre, où la position présente des uns et des autres explique qu'ils n'ont pas forcément la même façon de voir l'avenir.

Pour Mitterrand, le souci n'est pas tant le nombre de députés socialistes en 1986 que la façon de terminer son septennat quelle que soit d'ailleurs l'issue des prochaines élections législatives. Fabius, Premier ministre, peut lui avoir envie

de se chercher une position de rassembleur d'une majorité élargie, au cas où la représentation parlementaire du Parti Socialiste se rétrécirait. Ces problèmes ne sont certes pas ceux d'un Jospin qui voit se finir une législature sans même avoir pu obtenir le moindre poste de ministre, et qui n'a pour sa carrière que l'appareil du Parti Socialiste en main. Sans compter qu'ils ne sont pas les seuls

premier-ministrables ou présidentiables sur les rangs. L'ancien ministre Rocard a quitté sa charge pour mieux se placer. Chevenement, le chef de file du CERES, en créant une revue, *République moderne*, commence à pointer lui aussi son nez à l'horizon 88, et ce sans parler du discret Mauroy et de bien d'autres.

Il se pourrait bien qu'en 1986 ou 1988 le Parti Socialiste, déconsidéré par sa politique actuelle, manque d'électeurs. Une chose est sûre : il ne manquera pas de candidats.

Suppression de postes sur le réseau ferré de la RATP

Depuis le début du mois de juin, sur différentes lignes du réseau ferré, des débrayages ont eu lieu à l'appel de la CGT pour protester contre la décision de la direction de supprimer des postes de conducteurs et d'agents de manœuvre. Ces travailleurs ont pour tâche dans les terminus, de manœuvrer les trains, de diriger leurs mouvements et de s'occuper des aiguillages.

Ces suppressions de postes, si elles sont maintenues, amèneront pour les travailleurs de la RATP une aggravation de leurs conditions de travail. Pour les usagers du métro elles conduiront aussi, dans certains cas, à une dégradation du service rendu.

Ces postes que la direction veut aujourd'hui supprimer avaient précédemment été obtenus — après une grève des employés de la RATP d'ailleurs — pour faire face à l'augmentation du trafic résultant de l'ouverture du Palais Omnisports de Bercy. Or leur annulation va augmenter la charge de travail des conducteurs en les obligeant à faire de la « Surveillance galerie », c'est-à-dire à surveiller les garages et débrayages des trains pour être prêts à couper le courant lorsqu'un conducteur va chercher son train.

La politique de la direction consiste en fait à maintenir les effectifs constants malgré l'ouverture de nouvelles sta-

tions. Un autre projet est aussi dans l'air : elle voudrait supprimer le « terminus » de la station République. Actuellement certains conducteurs prennent et terminent leur service à République. Avec la suppression de ce terminus, il n'y aurait donc plus, pour les usagers, de trains à 5 h 30 et à 1 h 15 du matin à cette station. Ils devraient attendre les trains qui arrivent des bouts de ligne.

Mais une telle politique d'économie soulève le mécontentement et des réactions de la part des travailleurs. Le 6 juin puis le 14, sur la ligne 6 (Nation-Dauphine par Denfert-Rochereau), les conducteurs et les agents de manœuvre ont débrayé contre la suppression

des postes. Sur les lignes 2 (Nation-Dauphine par Barbès) et 1 (Neuilly-Château de Vincennes), des débrayages ont aussi eu lieu par solidarité.

Sur la ligne 9 (Pont-de-Sèvres-Mairie de Montreuil), là, la direction veut remplacer les deux conducteurs de manœuvre par un seul, ce dernier devant évidemment faire le travail de deux. Les travailleurs ont débrayé une heure le 17 et le 20 juin contre cette décision.

Tous ces débrayages ont bien marché. Les travailleurs qui y ont participé étaient contents et nombre d'entre eux espèrent ne pas en rester là.

Correspondant LO

Mexique

Une population mise en coupe réglée pour le compte des banquiers impérialistes

Le président mexicain, Miguel de La Madrid, est arrivé jeudi 20 juin en visite officielle à Paris.

Alors qu'il y a trois ans, en août 1982, le Mexique, écrasé par le poids de ses dettes internationales, était au bord de l'effondrement, risquant d'entraîner avec lui le système financier international, aujourd'hui les financiers et les banquiers ne tarissent pas d'éloges. Du côté du FMI, comme du côté des autorités américaines, la politique mexicaine est présentée comme l'exemple à suivre pour tous les pays pauvres en difficultés.

En août 1984, sous les auspices du FMI le Mexique a conclu avec ses créanciers un accord de rééchelonnement à long terme (14 ans) de près de la

moitié (45 milliards de dollars) de sa dette extérieure.

Mais cette possibilité de rééchelonnement était assortie de clauses favorables aux créanciers. D'abord ils peuvent suspendre l'accord s'ils estiment que le pays se dirige à nouveau vers une politique qu'ils estiment néfaste. Ensuite, les banques ont obtenu la possibilité de lier leurs crédits au financement d'exportations en provenance de leur propre pays.

De fait la dépendance du Mexique à l'égard des grandes puissances impérialistes qui tiennent les cordons de la bourse s'est encore aggravée ; et le pillage, même rééchélonné, continue.

En 1984, son endettement a coûté au pays 16 milliards de dollars, soit 57 % du montant

total de ses exportations.

La contrepartie, c'est un appauvrissement draconien de la population. Le pouvoir d'achat des salariés, pour ne prendre que cet exemple, a été diminué de 40 % en deux ans. Et c'est cela que les dirigeants du monde impérialisme applaudissent des deux mains, et donnent en exemple : cette politique qui consiste à puiser dans la poche de ceux qui n'ont rien pour continuer à payer leurs intérêts aux banquiers des pays les plus riches.

La contrepartie, c'est aussi la répression, la violence contre les protestations populaires : le 10 avril dernier, à Mexico, des manifestations de paysans ont ainsi été sauvagement attaquées et réprimées. Mais le mécontentement populaire demeure.

Alors les créanciers du Mexique se réjouissent un peu vite. Le président mexicain, pour sa part, est moins serein.

A une question d'un journaliste du Monde, qui lui rappelait que lui-même disait : « *Il n'y a pas si longtemps, que vivre au Mexique c'était vivre sur un volcan* », Miguel de La Madrid répondait, le 19 juin, « *C'est toujours vrai, mais il me semble qu'il y a moins de lave et moins de fumerolles. Le volcan, lui, est toujours là...* »

C'est vrai, le volcan est toujours là, et toujours en activité. Et la politique d'austérité, que le président mexicain se déclare résolu à continuer coûte que coûte, ne peut que jeter encore de l'huile sur le feu.

**Echec
à la guerre
des étoiles :
l'ordinateur
battait-il
de...
l'aile ?**



Dans le cadre d'un entraînement pour la « guerre des étoiles », un rayon laser devait être expédié des îles Hawaï sur un petit miroir situé sur le côté de la navette Discovery. Tout avait été prévu pour que le rayon lumineux tape pile dans le mille.

Seulement voilà, alors que les données avaient été enregistrées en milles marins de 1352 mètres, l'ordinateur avait tout calculé en milles britanniques de 1609 mètres : un « I » en moins et le rayon meurtrier expérimental est allé se perdre dans le cosmos.

Dans ce monde où l'on cherche à tout programmer, même la mort à des millions de kilomètres, heureusement qu'il y a encore des gens qui, en tapant sur leur ordinateur, font des fautes d'orthographe.

O.B.

La répression anticommuniste continue

Quatre dirigeants du Parti Communiste Indonésien, emprisonnés depuis des années par le dictateur Suharto, seraient menacés d'exécution ou auraient même déjà été exécutés.

Le 14 mai dernier un autre dirigeant du PKI, Mohammed Munir, président de la CGT indonésienne

et emprisonné depuis 18 ans, a été passé par les armes.

Ces exécutions nous rappellent qu'en Indonésie règne une dictature féroce, dirigée par le général Suharto qui, en 1965, avait écarté le leader nationaliste Soekarno pour se lancer dans une atroce répression contre le Parti Communiste, ses sympathisants et plus

généralement contre les masses pauvres. En quelques mois, des centaines de milliers de personnes avaient été assassinées par l'armée et les organisations islamiques anticommunistes fanatisées.

Aujourd'hui, l'Indonésie est un pays pauvre de 150 millions d'habitants, surexploité par

l'impérialisme japonais en particulier, où 30 millions de personnes sont au chômage et où il y a 21 millions d'analphabètes. Un pays où les possédants et leurs généraux ont besoin d'emprisonner et de liquider les opposants et d'exécuter des communistes pour maintenir leur pouvoir.

Claude CHARVET

La politique du Parti Communiste Indonésien :

Une impasse sanglante

Au nom des « droits de l'homme », le Parti Communiste Français et le journal *L'Humanité* protestent contre les exécutions de dirigeants communistes en Indonésie et demandent au gouvernement français d'intervenir auprès des autorités indonésiennes.

Dans le dossier que *L'Humanité* du 19/6 a consacré à la répression anticommuniste qui règne là-bas depuis 20 ans, le quotidien du PCF dénonce les atrocités perpétrées par les généraux réactionnaires, ainsi que leurs liens avec l'impérialisme américain. Mais, s'il est souligné qu'en 1965, avant son écrasement, le Parti Communiste Indonésien (PKI) était le 3ème Parti Communiste du monde par le nombre d'adhérents, « le premier du monde capitaliste », on cherche en vain une explication des raisons qui ont mené si rapidement ce puissant PC à une défaite si radicale. Le lecteur doit se contenter d'un traditionnel couplet sur le « coup d'Etat » suivi d'une « répression anticommuniste d'une violence sans précédent ».

Pas un mot sur la politique que menait alors le PKI, une politique de soutien total au dirigeant nationaliste Soekarno, une politique qui a désarmé les masses populaires.

SOEKARNO : l'illusion du « neutralisme »

Le président de la République indonésienne, Soekarno, était en effet un de ces hommes d'Etat les plus représentatifs de cette bourgeoisie du Tiers Monde qui essaie vainement d'échapper à l'emprise économique et politique de l'impérialisme en s'appuyant, tant que cela ne représente pas un danger mortel pour elle, sur les aspirations nationales des travailleurs et des paysans.

En 1955, il prit l'initiative de la conférence de Bandoeng, première tentative de regroupement des Etats afro-asiatiques soi-disant « non-alignés ». Puis il entreprit des négociations avec tous les pays, sans discrimination (accords avec l'URSS, les pays de l'Est, le Japon, la Chine Populaire), sans pour autant s'aligner ni sur les uns ni sur les autres. Il mena cette

politique en bénéficiant du soutien des masses populaires, qui faisaient contrepoids aux féodaux et à l'armée soutenue par l'impérialisme américain.

Le soutien du PKI à Soekarno

Soekarno obtint ce soutien populaire en faisant des ouvertures au Parti Communiste. Ce dernier était d'ailleurs prêt à l'accorder sans même qu'on le lui demande. N'avait-il pas, en 1945, supplié Soekarno pour qu'il proclame l'indépendance ? N'avait-il pas adopté, à partir de 1951, une stratégie de Front National Uni des forces progressistes et anti-impérialistes (ouvriers, paysans, petits-bourgeois et bourgeoisie nationale) afin de pouvoir achever la révolution nationale dans sa phase « bourgeoise et démocratique » ? Ne déclarait-il pas que la lutte de classe passait après la lutte nationale et que de toute façon « il n'y a pas de contradiction entre les intérêts de la classe ouvrière et de la nation » ? Et, pour qu'il y en ait le moins possible dans la réalité, le PKI n'hésita-t-il pas à freiner les luttes des ouvriers et des paysans ?

Certes, cette politique nationaliste et réformatrice, adoptée ouvertement en 1951 seulement, ne manqua pas d'assurer au PKI de « foudroyants succès ». C'est en effet sur ces bases que le PKI, qui ne comptait en 1951 que 5.000 membres, rallia à lui des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans.

Si l'on en croit les chiffres qu'il avait lui-même publiés en 1964, il comptait dans ses rangs : 3 millions de membres pour l'organisation politique proprement dite, 2 millions pour le mouvement parallèle « Jeunesse du peuple », 3,2 millions pour la Fédération syndicale ouvrière SOBSI, 1,7 million pour le mouvement des femmes, 7 millions pour le front des paysans. Soit, si l'on ajoute à cela quelques autres organisations de moindre taille, un total de quelque 15 millions de personnes.

Mais, ironie du sort, cette politique, qui lui valut des succès aussi foudroyants, lui valut une mort plus foudroyante encore. Et cette mort était malheureusement prévisible à plus ou moins brève échéance. Le PKI ne pouvait en effet mieux se faire hara-kiri qu'en liant



Octobre 1965 à Djakarta, quelques jours après le putsch des militaires : scène de mise à sac d'un local du PKI.

aussi étroitement son destin et celui de millions d'opprimés à la politique de Soekarno, politique d'illusionnisme, de bâtisseur de fragiles châteaux de cartes, dans un monde soumis aux souffles croisés des vents d'est et d'ouest.

La pression de l'impérialisme US

Or, à partir des années 1964-65, il est clair que l'impérialisme américain ne peut plus tolérer nulle part au monde, du moins dans ses chasses gardées d'Asie et d'Amérique latine, une telle indépendance d'action. « Dans les pays sous-développés, il n'est pas question que nous puissions admettre des régimes communistes ou même des régimes libéraux acceptant dans leur pays un Parti Communiste puissant », déclarait à l'époque un diplomate américain. Aux paroles succédèrent les actes : l'intervention militaire à Saint-Domingue, précédant de peu le coup d'Etat militaire fomenté en Indonésie. Et si les USA durent intervenir eux-mêmes à Saint-Domingue, pour aider les sinistres généraux Wessin et Barrera, ils n'eurent pas à se donner ce mal en Indonésie.

Leur alliée, intérieure, l'armée, armée puissante, mise sur pied en 1943 par l'impérialisme japonais lui-même, truffée d'éléments réactionnaires religieux et aguerrie par une longue expérience à la répression, anti-communiste et anti-guérilla, n'attendait en fait que son heure pour prendre sa revanche sur son seul et unique rival : le PKI.

L'écrasement du PKI

La préparation du putsch fut connue longtemps avant qu'il n'éclate, pendant que des manifestants, encadrés par les militaires, parcouraient les rues de Djakarta aux cris de « A mort les communistes », « Vive l'Amérique ». Soekarno, se refusant à mobiliser les masses, continuait sa politique d'apaisement, soutenu dans cette voie par le PKI.

L'écrasement des communistes fut terrible : « La répression prit toute son ampleur à Java centre... Mais les massacres s'étendirent rapidement, atteignant Bali, Bornéo, Sumatra, etc. On vit des corps flotter dans les rivières, s'accumuler en tas dans les plantations. La tuerie atteignit un point tel que

dans certaines régions se posa un problème sanitaire. En quelques mois il y eut plus d'un million de morts ! ».

Sans combattre, sans tenter même de se défendre, des centaines de milliers de communistes furent exterminés. Le PKI fut rayé de la carte politique. Il entraîna avec lui les millions de travailleurs qui lui avaient fait confiance, les livrant sans défense aux massacres. Tel était le fruit de la politique d'union nationale entre la bourgeoisie et les masses populaires !

Aujourd'hui, *L'Humanité* conclut son dossier sur la répression en Indonésie en rappelant avec nostalgie le temps où « l'Indonésie pesait d'un grand poids dans le Tiers Monde » et où « Soekarno rêvait d'une alliance entre les forces opposées aux puissances occidentales ». Au-delà des protestations humanitaires, le PCF montre ainsi son attachement à une politique nationaliste et réformatrice qui a été si désastreuse pour les masses populaires qui l'ont suivie, et qui est finalement de même nature que celle qu'il préconise ici, en France.

IL Y A VINGT ANS

L'armée algérienne prenait directement le pouvoir

Le 19 juin 1965, le premier président de la République algérienne, Ben Bella, était renversé par un coup d'Etat militaire. Trois ans après l'indépendance, l'armée prenait directement le pouvoir sous la conduite de son chef, le colonel Boumédiène, qui devait rester au pouvoir jusqu'à sa mort, en 1978.

Les huit années de révolte et de sacrifices de la population algérienne contre la domination coloniale de l'impérialisme français se soldaient, en fin de compte, par la mise en place d'une dictature militaire.

C'était là l'aboutissement de la politique menée par la direction nationaliste bourgeoise du Front de Libération Nationale, le FLN, depuis le début de la guerre : utiliser la mobilisation de la population algérienne dans le combat contre l'impérialisme français, tout en veillant à se soustraire complètement au contrôle de celle-ci.

Depuis l'indépendance, en 1962, la population algérienne n'avait été que spectatrice de la mise en place d'un appareil d'Etat qui lui était totalement étranger et des luttes qui s'engagèrent à son sommet entre les différents chefs du FLN. Et c'est sans aucune réaction notable de la population que Ben Bella fut éliminé et que l'armée prit directement le pouvoir.

Les dirigeants nationalistes algériens avaient su se porter à la tête de l'insurrection du peuple algérien. Mais, dès le début, tout dans leur politique montrait la méfiance qu'ils avaient de la population.

Le FLN s'était constitué d'emblée comme un appareil militaire, hors du contrôle de la population. Et si ses actions ont bénéficié d'un incontestable soutien, le FLN utilisa sa popularité croissante pour, lui, exercer son contrôle sur la population des villes et des villages et installer une véritable dictature au sein du camp algérien.

Le premier tract du FLN à la population annonçait que « le tribunal de l'Armée de Libération Nationale serait impitoyable envers les traîtres et les ennemis de la patrie ». En Kabylie, en 1955, des villageois coupables d'avoir fumé ou bu furent mutilés.

A Alger, pour convaincre les récalcitrants qui passaient outre à l'interdiction de s'amuser, des bombes placées dans deux cinémas musulmans firent 21 blessés.

Contre le mouvement nationaliste rival, le MNA, le FLN utilisa tous les moyens. 315 villageois de Beni-Illmane en Kabylie, convaincus d'avoir aidé ce mouvement, furent exécutés. A Alger comme dans l'émigration en France, les

règlements de comptes à la mitrailleuse étaient courants. Les foyers algériens étaient investis par des commandos qui tabassaient ou assassinaient les récalcitrants.

Le Parti Communiste Algérien, pour sa part, sommé de se dissoudre, ses militants devant adhérer séparément s'ils le désiraient au FLN, obtempéra.

Dans les rangs mêmes du FLN, les dirigeants n'admettaient pas davantage d'opposition. Abane Ramdane (qui avait organisé le 1^{er} congrès du FLN en été 1956) fut assassiné fin 1957 par des hommes proches de Ben Bella. Ce qui n'empêcha pas le journal du FLN, *El Moujahid*, d'expliquer dans son numéro du 29 mai 1958 que celui-ci était « mort au champ d'honneur ».

Mais, si les dirigeants nationalistes algériens avaient veillé à faire du FLN une organisation avant tout militaire, où les militants étaient étroitement contrôlés par une direction intouchable, le FLN restait malgré tout en contact étroit avec la population

dans laquelle il trouvait l'indispensable appui contre l'impérialisme français et son armée.

Et, parallèlement aux combats que menait le FLN sur le territoire algérien, les dirigeants nationalistes du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne s'occupèrent de mettre en place une véritable armée, l'Armée de Libération Nationale, l'ALN, qui, si elle avait comme prétexte à son existence la lutte contre l'impérialisme français, a été forgée complètement à l'écart de la population. Tellement à l'écart qu'elle eut la particularité de rester stationnée hors d'Algérie, de ne jamais participer aux combats contre l'armée française et de ne pénétrer sur le territoire algérien qu'une fois la guerre terminée ! Equipée de matériel moderne, l'ALN se tint prête à jouer un rôle après l'indépendance et avant tout celui de garantir l'ordre social. La bourgeoisie nationale algérienne n'avait pas attendu d'être au pouvoir pour constituer son appareil d'Etat à l'abri de



Ben Bella (à gauche) est-il déjà en train de montrer le chemin du pouvoir au colonel Boumédiène (à droite) sur cette photo de septembre 1962 ?

toute influence de la population mobilisée en Algérie même par le FLN. Et, avant même l'indépendance, l'ALN et son chef, Boumédiène, servaient d'arbitres dans les conflits qui éclatèrent au sein de la direction nationaliste, au point que, dès avant l'indépendance, des dirigeants comme Krim Belkacem, Ben Tobbal ou Boussouf s'inquiétaient du rôle joué par Boumédiène. C'est l'armée qui a décidé, au lendemain de l'indépendance, de la victoire du groupe de Tlemcen composé de Ben Bella, Ferhat Abbas, Khidder, Boumédiène, Ben Khedda, Krim Belkacem, Boudiaf. Ben Bella l'emporta alors, au prix de plusieurs milliers de morts du côté des maquisards de l'intérieur, en particulier ceux de l'Algérois. Et c'est porté par les troupes de Boumédiène que Ben Bella s'installait en vainqueur à Alger.

Et pendant les trois premières années du nouveau régime, à chaque conflit opposant les leaders politiques entre eux, c'est toujours

l'armée qui a fait le poids décisif dans la balance. A plusieurs reprises, elle intervient contre les maquis kabyles du colonel Mohand ou El Hadj, ou encore plus tard ceux d'Aït Ahmed. Et, successivement, des dirigeants furent éliminés du pouvoir, comme Ben Khedda, Boudiaf, Krim Belkacem, Ferhat Abbas, Khidder, Aït Ahmed. Aucun d'eux (tout comme plus tard Ben Bella d'ailleurs) ne faisant appel au peuple, les affrontements se livraient au niveau des sphères dirigeantes.

L'épuration du FLN et de l'Union Générale des Travailleurs Algériens menée par Ben Bella bénéficia donc de l'appui de Boumédiène et de l'armée. Celle-ci achevée, l'armée tenait de fait tous les postes de commande. Le paravent que constituait Ben Bella n'était plus nécessaire. En réalité, nul n'avait fait plus que Ben Bella, en éliminant une à une toutes les forces autres que l'armée sur lesquelles il aurait pu s'appuyer, pour préparer la voie à Boumédiène.

TURQUIE

Le paravent légal de la répression

Le 16 juin dernier, le gouvernement turc a fait adopter une loi accroissant les pouvoirs de la police.

Les policiers, en service ou non, pourront appréhender quiconque leur semblera suspect, le fichier, et retenir en garde à vue ceux qui n'auraient pas de papiers d'identité.

La rédaction du texte est suffisamment vague, paraît-il,

pour que la police, gardienne de l'ordre moral, puisse arrêter toute personne dont la conduite lui semblera répréhensible.

Les policiers pourront également utiliser la « force physique », si on leur résiste individuellement ou en groupe.

Ozal, le chef du gouvernement, a défendu la nécessité de telles mesures en arguant

qu'il fallait préparer la levée de l'état de siège qui existe encore dans dix-sept départements et éviter le retour de l'anarchie.

Voilà qui en dit long sur le régime, depuis la levée de l'état de siège !

En fait, la nouvelle loi ne fait que légaliser un état de fait et les exactions commises quotidiennement et depuis des

années par les forces de répression.

Arrestations arbitraires, tortures, sont monnaie courante. En février dernier, en un seul procès, un tribunal militaire a jugé 624 accusés. 22 Kurdes ont été condamnés à mort, 25 autres accusés ont été condamnés à la prison à perpétuité.

A la fin de 1984, on comptait

dans les prisons turques 100 000 détenus et plus de 200 condamnés à mort.

Cela suffit à juger le régime, et la nouvelle législation confirme à quel point Ozal, qui se posait en « libéral » lors des élections de novembre 1983, n'est que le paravent et le continuateur des militaires et de leur politique dictatoriale.

Sylvie MARECHAL

« Terroristes à la retraite »

Un film de Mosco sur l'affaire Manouchian

Ce film sera finalement diffusé à la télévision, le 2 juillet prochain, dans le cadre des Dossiers de l'écran. Cette décision, tout comme celle qui avait abouti à son interdiction d'antenne, n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques de la part de ses auteurs.

Mais en attendant sa diffusion à la télévision, on peut le voir dans une salle de cinéma à Paris.

C'est avec simplicité et modestie, avec leur accent juif d'Europe centrale, que les « terroristes à la retraite » interrogés dans le film de Mosco racontent ce qu'ils savent. Ils évoquent ce qu'ils ont vécu des événements, lorsque, engagés dans les groupes armés du PCF dans le courant de la dernière guerre, dans les FTP-MOI (Francs Tireurs Partisans — Main-d'Oeuvre Immigrée), à quelques dizaines pour tout Paris, ils s'attaquaient aux soldats allemands avec un armement dérisoire à base de revolvers, de grenades et de bombes artisanales.

Après qu'Hitler eut, en juin 1941, décidé d'attaquer la Russie, la politique du Parti Communiste connut une volte-face ; et il devint de nouveau patriote et il voulut alors faire la démonstration qu'il était une force pour revendiquer sa place au sein des institutions de la « Résistance » dont De Gaulle s'était lui-même désigné comme chef. Le PCF se lança donc dans la « lutte armée » et prétendit « harceler » les troupes d'occupation par des attentats contre des transports de troupes ou des bâtiments et des assassinats de militaires ou de hautes personnalités allemandes.

Ce que le film de Mosco montre — et qui était déjà

connu par divers ouvrages — c'est que le PCF trouva, dans un premier temps, pour cette tâche périlleuse, essentiellement des émigrés : d'anciens combattants de la guerre d'Espagne, des réfugiés politiques chassés par le fascisme, et surtout des Juifs dont les proches avaient été raflés et envoyés dans les camps de concentration.

Les rescapés de cette aventure que l'on voit dans *Terroristes à la retraite* étaient tailleurs, fourreurs, casquetiers... et en 1982 — année du tournage du film — l'étaient encore pour certains. C'est devant une machine à coudre ou une table de coupe, ou encore dans la cuisine de leur minuscule logement qu'ils relatent leurs activités périlleuses de cette période de 1941-44.

D'après le film, les premiers engagés dans ces combats lancés par le PCF étaient des hommes, peu nombreux, — 200 au maximum dans la région parisienne en 1943 — à qui les événements avaient donné la rage de se battre, mais qui n'étaient pas nés pour tuer. L'un explique qu'il avait reçu l'ordre de tuer un soldat allemand avec un marteau pour lui prendre son arme, mais qu'il n'avait pas pu car il s'agissait « d'un homme qui ne lui avait rien fait ». L'autre raconte qu'il n'était pas lui non plus fait pour ça : « J'avais seize ans, j'étais normal ». Un troisième raconte comment, malgré les ordres venus d'en haut, il fut pris de peur devant l'exécution d'un attentat contre des militaires allemands, lors d'une séance réservée aux « Folies Bergères », en réalisant qu'il n'avait aucune chance de fuite.

Le film de Mosco montre

quel était à l'époque le mode d'organisation adopté par le PCF et comment il existait dans la clandestinité. Jusque-là, il n'y a rien qui puisse gêner le PCF. Mais parmi ces rescapés, parmi les proches des 23 fusillés du Groupe Manouchian — ceux de « l'Affiche rouge » — certains expriment des doutes, d'autres des certitudes.

La veuve de Manouchian, en même temps qu'elle se défend de mettre en cause les choix politiques du PCF, clame avec véhémence sa certitude que Manouchian et son groupe furent sacrifiés. Elle raconte que, alors que tout le monde, à tous les niveaux de l'organisation, savait qu'ils étaient surveillés (un responsable avait donné tout le réseau), et alors que Manouchian avait demandé la possibilité de se replier, lui et son groupe, en zone sud, et que les autres groupes et les responsables s'étaient abrités en province, ordre leur fut donné de ne pas quitter Paris, où ils n'avaient pourtant plus d'activité depuis deux mois. Et ils finirent pas se faire tous arrêter. Le frère d'un autre des fusillés du groupe — Rayman — fait également état de ses doutes qui vont dans le même sens. Gronowsky, celui qui chapeautait à l'époque les groupes de la FTP-MOI et servait d'intermédiaire entre eux et la direction du PCF dit que « dans toutes les guerres, il y a des sacrifiés » et qu'il n'était pas possible de dégarnir complètement le front sur Paris.

Mosco donne également la parole à un historien, Garnier-Raymond, qui formule l'hypothèse selon laquelle ils auraient été volontairement sacrifiés. Pour lui, à un moment où l'on approchait d'une défaite certaine de l'Allema-



Melinée Manouchian, lors de la conférence de presse du 14 juin, donne sa vision des choses sur le film « Terroristes à la retraite » et sur les événements qui lui ont servi de support.

gne et où le PCF, s'engouffrant derrière De Gaulle, revendiquait sa place parmi les bénéficiaires de la future victoire, il n'aurait pas voulu avoir l'image d'un « parti de métèques », fussent-ils des héros, et se voulait d'autant plus « national » qu'il avait défendu auparavant le pacte germano-soviétique.

Le film laisse planer doutes et présomptions, sans donner de preuves formelles.

Certes, les partis communistes staliniens étaient capables d'utiliser tous les moyens pour se débarrasser de ceux qui s'opposaient à leur politique, ou même tout simplement pour se débarrasser de fidèles tombés en disgrâce. On l'a vu en Espagne, en URSS.

Était-ce le cas en 1943 avec Manouchian ? Ni le film, ni les faits invoqués dans la polémique actuelle ne nous paraissent donner les éléments pour en juger.

Mais quelle que soit la réalité, elle ne change pas notre façon de voir et de juger la politique du PCF dans cette période.

Que Manouchian et son groupe aient été sacrifiés pour le communiqué, c'est-à-dire pour que la direction du PCF puisse revendiquer sa place aux côtés de De Gaulle ou non, la politique du PCF à cette époque est claire.

C'était celle de l'union sacrée. Il s'agissait pour lui de se tailler une place en tant que grand parti national, au côté et au service de la bourgeoisie française. Cette politique-là, il s'en revendique. Et personne ne le conteste, sur ce terrain, ni dans le film de Mosco, ni dans le débat qui s'est instauré depuis.

Cela dit, le film reste un témoignage... qui ne laisse pas insensible, même si politiquement il élude les véritables problèmes.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Extravagantes. II. A l'œil. Saboter. III. C'est plus qu'assez. Pour attirer l'attention. Drame étranger. IV. Otés. Familier. V. Lestes. Désert de pierres. VI. Futée. VII. Foyer. VIII. Atteint la corde. Pour rayonner. IX. Vaches. Quand il y a le choix. X. Clé des rêves. Coutume. Oiseau sacré chez les Égyptiens.

VERTICALEMENT. — 1. Postérieurs. 2. Unité de surface. Pronom. 3. Cantonnier pour voies urinaires. 4. Raidi. Un autre savoir. 5. Réfléchi. Charges chères. 6. Se tâtas. 7. Vieilles bêtes. Légumineuses. 8. Bien roulé. Mouvement de foule. 9. Serpentent dans nos forêts. Pièce maîtresse. 10. On peut l'être de confusion. Préfixe.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	E	R	I	O	N	I	Q	U	E
II	A	V	A	T	A	R	U	R	N	
III	R	E	M	I	S	E	R	E	N	T
IV	T	I	N		P	E	U	R		
V	V	I	L	E		A	D	E	L	E
VI	C	L	U	R		N	O	N	A	L
VII	I	E	N	A		U	N	E	A	
VIII	P	R	E	N	O	M		R	O	C
IX	E	A	S	T			R	A	T	E
X	S	I		E	C	O	U	T	E	R

« L'homme et le climat »

de Jacques Labeyrie

Quelles sont les relations entre la vie et le climat ? C'est autour de cette interrogation que s'articule l'ouvrage de Jacques Labeyrie, directeur du Centre de Faible Radioactivité du CNRS.

En matière de climatologie les questions restent plus nombreuses que les certitudes. Cependant, les progrès scientifiques ont permis de comprendre certains mécanismes du climat et de fournir une explication — fût-elle incomplète — à certaines grandes catastrophes climatiques. Et si l'on n'est pas encore capable de prévoir le temps qu'il fera au-delà de quelques jours, par contre le passé climatique de notre planète ne nous est plus inconnu.

Après avoir exposé comment s'est créée l'atmosphère terrestre et l'action des différents « éléments » de la vie comme l'eau et la chaleur, l'auteur étudie les mécanismes du climat : la formation des vents, des précipitations, pourquoi certaines parties du globe sont exposées aux tornades dévastatrices alors que d'autres subissent la

sécheresse, etc. Le tout est exprimé de façon très claire, l'auteur s'efforçant de permettre au lecteur profane en la matière de comprendre des phénomènes parfois complexes.

Mais l'essentiel du livre est centré sur les rapports entre la vie — et principalement la vie humaine — et le climat, dans le passé et actuellement. Il démontre comment, par exemple, on peut expliquer la disparition des dinosaures, ou des légendes telles que la séparation de la terre et des eaux, par des catastrophes climatiques dont on retrouve les traces. De même les grandes migrations humaines du passé sont-elles liées à des périodes de sécheresse. Mais les variations climatiques n'ont pas eu qu'un effet négatif, puisque c'est le réchauffement de la Terre qui a permis que se créent les conditions nécessaires à l'apparition de l'agriculture.

Qu'en est-il des catastrophes climatiques actuelles ? Peut-on prévoir les cyclones, la sécheresse qui entraîne une désertification de contrées

entières ? Dans une certaine mesure, oui, répond l'auteur. Mais ce n'est pas pour autant que l'on peut s'en prémunir, ni avoir les moyens de lutter contre. Ainsi, les catastrophes se produisent principalement dans les pays pauvres, constate Labeyrie. Mais selon lui, seules les conditions climatiques en sont responsables et la seule solution serait que les populations des régions concernées acceptent de se déplacer ! Il reconnaît toutefois que cela n'est guère possible... Mais le fait que l'organisation capitaliste de la société humaine soit responsable sinon du climat et de ses caprices du moins de ses conséquences dramatiques pour les déshérités n'entre pas, pour lui, en ligne de compte.

Cependant, tel qu'il est, cet ouvrage technique, qui fait le point des connaissances actuelles sur la climatologie, reste d'une lecture passionnante.

Marianne LAMIRAL
L'Homme et le climat, de Jacques Labeyrie, éd. Denoël, 277 pages 98 F.



« La guerre des semences »

par Jacques Grall et Bertrand Roger Levy

Un livre décevant sur un sujet intéressant. Les deux auteurs, l'un journaliste au Monde, spécialiste des problèmes agricoles, l'autre chargé des Relations publiques de l'Institut national de la recherche agronomique, traitent de la révolution intervenue depuis le début du siècle dans la production des semences.

Ils retracent, sans toujours expliquer les termes employés pour que le livre soit accessible au lecteur non-spécialiste, l'évolution des techniques de sélection qui a conduit à l'augmentation des rendements, notamment dans la culture du maïs, une céréale se prêtant particulièrement bien aux croisements. Ils montrent que ces variétés dites hybrides, qui ne peuvent être réutilisées l'année suivante pour réensemencer sans perdre de leurs qualités, ont non seulement augmenté les rendements mais aussi

placé les agriculteurs sous la dépendance des trusts et en France, aussi des coopératives qui commercialisent ces semences.

L'essentiel du livre est consacré à la description des différentes sociétés américaines, hollandaises, suédoises et françaises qui tiennent le marché des diverses productions agricoles. Les auteurs discutent longuement la question de savoir si « la maison France » pourra ou pas se doter d'une puissante industrie semencière capable de rivaliser avec ses concurrents et d'enranger des profits.

Le livre constate que la « révolution verte » qui a permis d'augmenter les rendements du blé et du riz dans un certain nombre de pays pauvres n'a pas pour autant supprimé la faim.

Les semences des variétés sélectionnées pour leurs per-

formances doivent non seulement être achetées fort cher mais exigent aussi toujours plus d'engrais pour tenir leurs promesses. Elles contribuent à l'enrichissement des paysans moyens et riches mais ne peuvent changer le sort des plus pauvres. La plupart des variétés créées sont d'ailleurs choisies en fonction de l'existence d'acheteurs solvables. La « révolution verte » creuse donc non seulement l'écart entre pays riches et pays pauvres mais aussi les inégalités sociales au sein de ces derniers pays. Mais le problème n'est que brièvement évoqué.

La guerre des semences est pour l'essentiel un livre sur le thème : pour une bonne politique de la graine en France.

Pierre VERNANT

La guerre des semences de Jacques Grall et Bertrand Roger Levy Ed. Fayard 400 pages, 98 F.



Ceux qui sèment ne sont pas ceux qui engrangent le gros des profits.

Sélection télé

Samedi 22 juin

20 h 40. TF1. **Le roi de la chine**, téléfilm. Dans son entrepôt, Gregor achète papiers et chiffons aux clochards. Il se prend d'amitié pour l'un d'entre eux, Emile.

22 h 25. TF1. **Droit de réponse**, émission de Michel Polac : « La guerre des polices », avec des policiers, des gendarmes (dont le capitaine Baril, ex-GIGN) et des écrivains (J.P. Chabrol et Gilles Perrault).

Dimanche 23 juin

20 h 35. TF1. **Les quatre fils de Katie Elder**, western de Henry Hathaway (1965), avec John Wayne et Dean Martin.

20 h 35. FR3. **Méditerranée**. Série de 12 émissions réalisée sous la direction de Fernand Braudel et consacrée à l'histoire des arts et des hommes autour de la Méditerranée. 1. **La terre**.

20 h 45. A2. **Le grand raid** : A l'occasion de la dernière étape, les candidats proposent des films qui viennent de plusieurs coins de l'Amérique latine.

22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit** : cycle Edwige Feuillère. **La duchesse de Langeais**, de Jacques de Baroncelli (1941), d'après la nouvelle de Balzac.

Lundi 24 juin

20 h 35. TF1. **L'avenir du futur** : C'était demain, film de N. Meyer (1979). Grâce à sa machine à remonter le temps, H.G. Wells, l'auteur de **La guerre des mondes** et de **L'homme invisible**, se trouve projeté dans le San Francisco de 1979... en compagnie de Jack l'Eventreur, lequel découvre qu'il n'est qu'un amateur en constatant les horreurs du monde moderne.

20 h 35. FR3. **Le faussaire**, film de Volker Schlöndorff (1981) avec Bruno Ganz, Hanna

Schygulla, Jean Carmet. Un journaliste part en reportage au Liban déchiré par la guerre civile.

Mardi 25 juin

20 h 35. TF1. **Un adolescent d'autrefois**, téléfilm d'après le roman de François Mauriac, avec Madeleine Robinson.

20 h 35. A2. **L'indiscrétion**, film de Pierre Lary (1982), avec Jean Rochefort, J.P. Marielle et Dominique Sanda. Un ingénieur pétrolier est mêlé à une sombre histoire de complot...

20 h 35. FR3. **Aguirre, la colère de Dieu**, film de Werner Herzog (1972), avec Klaus Kinski. En 1560, une troupe de conquistadores s'engage dans la forêt vierge amazonienne pour tenter de gagner le fabuleux Eldorado.

Mercredi 26 juin

21 h 25. TF1. **L'histoire secrète**

du pétrole. 8ème épisode : le temps des règlements de compte. La guerre du Kippour en 1973 et la spéculation sur le pétrole alimentée par une psychose de pénurie. L'attention du public est détournée vers l'OPEP.

22 h 05. A2. **Vidéo sur sable**, reportage d'un réalisateur syrien sur un Koweït submergé par la télé et les équipements vidéo.

Jeudi 27 juin

20 h 35. TF1. **Quelques hommes de bonne volonté**, 2ème épisode du feuilleton réalisé d'après l'œuvre de Jules Romains, peinture de la France de 1908 à 1933 : **Le crime de Quinette**, avec Jean Claude Brialy.

20 h 35. FR3. **Histoire d'un jour** : 28 juillet 1976 — Qui a tué Christian Ranucci ? Avec la collaboration de Gilles Per-

rault, l'auteur du **Pull-over rouge**, livre qui raconte comment la police et la justice ont obtenu la condamnation à mort de Christian Ranucci.

21 h 35. TF1. **Questions à domicile** : François Léotard, l'outsider de la droite.

22 h 05. A2. **Carte de presse** : « La beauté, service non compris ». Une enquête sur l'industrie des retoucheurs de corps : cosmétiques, cabinets « dermo-esthétiques », gymnastique et chirurgie plastique.

Vendredi 28 juin

23 h 00. A2. **Ciné-club** : **Thérèse Desqueyroux**, film de Georges Franju (1962) d'après le roman de François Mauriac, avec Philippe Noiret et Emmanuelle Riva. Une femme confrontée aux préjugés de son milieu bourgeois.

« L'étoile rouge » et « L'ingénieur Menni » d'Alexandre Bogdanov

Alexandre Bogdanov a été rendu célèbre par la polémique qui l'opposa à Lénine après l'échec de la Révolution russe de 1905. Ayant rejoint les rangs de la social-démocratie révolutionnaire à la fin du XIX^{ème} siècle, Bogdanov s'était ensuite fait connaître en tant que publiciste ayant écrit des ouvrages de vulgarisation marxiste et comme un des principaux animateurs de la fraction bolchévique en Russie même.

Après le reflux de la vague révolutionnaire de 1905, Bogdanov et quelques autres militants bolchéviques adoptèrent des positions politiques que Lénine qualifiera plus tard de « gauchistes ». Ne voyant pas l'intérêt d'utiliser, à ce moment-là, le Parlement (la Douma) comme une tribune d'agitation socialiste, ces militants constituèrent au sein du parti bolchévique un groupe qui préconisait de rappeler les députés sociaux-démocrates, de les faire sortir du Parlement tsariste.

Mais la polémique entre ces militants et Lénine est surtout restée célèbre en ce qu'ils cherchaient dans le même temps, au plan philosophique cette fois, à promouvoir une conception plus ou moins mystique du marxisme dans laquelle le prolétariat aurait joué le rôle du messie et la science celui de dieu. L'ouvrage de Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, et celui de Plékhanov, *Le matérialisme militant*, dénoncent ce bazar philosophique.

L'étoile rouge et *L'ingénieur Menni* furent respectivement publiés en 1908 et 1912. En pleine polémique donc. Sous la forme d'une utopie Bogdanov cherche, dans *L'étoile Rouge* à montrer ce que pourrait être une société communiste bâtie à l'échelle du globe, comment elle modifierait les rapports entre les êtres, entre l'humain et la nature, et dans *L'ingénieur Menni*, comment le prolétariat, au cours de sa lutte pour instaurer le socialisme, saurait attirer à lui les meilleurs éléments de l'ancienne société de classe.

Cette fiction sociale, Bogdanov la situe sur Mars, la « planète rouge » des astronomes (d'où le titre du premier roman), où, croyait-il, l'activité d'êtres vivants plus évolués que les Terriens serait responsable de ce que l'astronomie du XIX^{ème} siècle pensait avoir identifié comme les « canaux » de Mars.

Bourrés de sentiments généreux et de bonnes intentions, ces deux romans constituent un plaidoyer pour une société meilleure, vraiment humaine et débarrassée de l'exploitation. Rares sont les ouvrages de fiction qui essaient d'imaginer l'avenir d'un point de vue socialiste, et pour cela même, ces deux romans sont intéressants à lire. Ceci même s'ils font une large part aux théories de Bogdanov dans le domaine scientifique (sur les planètes notamment), philosophique (avec une certaine idolâtrie du prolétariat et de Marx — Xarma dans ces romans — et une idéalisation du rôle de la science et du machinisme) ou artistique (l'auteur était un chaud partisan de la création d'une prétendue « culture prolétarienne »), conceptions qui sont dépassées, erronées ou qui peuvent tout simplement prêter à sourire par la vision simpliste qu'elles donnent de l'avenir socialiste.

Trois quarts de siècle après que cette polémique se fut développée et eut d'ailleurs été dépassée par le cours même des événements et de la révolution russe, il reste deux romans d'anticipation qui se laissent lire.

Pierre LAFFITTE

L'étoile rouge et l'ingénieur Menni d'A. Bogdanov. Ed. L'âge d'homme, 340 pages, 95 F.

Jusqu'à sa mort, en 1921, A. Bogdanov resta lié au parti bolchévique. Après 1917, le régime soviétique lui confia la direction de l'Académie socialiste des Sciences sociales et les éditions du jeune Etat soviétique rééditèrent notamment les deux romans dont il vient d'être question ici.

« Inde : le journal d'un Intouchable »

de Madhau Kondvilker



Le travail des peaux, l'une des « activités séculaires » des Intouchables.

De 1969 à 1977, Madhau Kondvilker, instituteur indien, a tenu un journal de ses activités, un journal qu'il ne destinait pas a priori à la publication, mais qui était surtout un moyen de tenir le coup dans un monde hostile.

En effet, Kondvilker est un Intouchable qui fait partie, par son père, des Chambhars. Les Chambhars, ce sont les fabricants de sandales de villages. Il existe aux Indes de multiples subdivisions entre les hommes et les femmes, qui recoupent soit les activités professionnelles, soit les origines ethniques.

En devenant instituteur, Kondvilker change de statut et ne remplit plus les tâches correspondant à sa caste d'origine. Il se heurte à l'incompréhension des villageois.

En effet, les Intouchables sont « hors castes » dans le système féodal des relations

sociales. Ils sont victimes de multiples interdits. Ne pas les respecter soulève la colère des villageois qui y restent attachés.

Le sens du mot « Intouchables » doit en effet être pris au sens strict. On ne doit ni les toucher, ni se saisir de ce qu'ils ont pu toucher, sous peine d'être souillé. Les maisons sont donc subdivisées de telle manière qu'on ne puisse pas y avoir de contacts inter-castes directs. Certaines pièces sont interdites.

Officiellement, le gouvernement indien a interdit de respecter les règles du système des castes, mais l'interdiction reste lettre morte. On voit ici concrètement comment les survivances de ce système empoisonnent l'existence de millions d'Indiens, et sont la source de nombreux conflits absurdes.

Si les villageois ne man-

quent pas une occasion pour essayer de remettre l'instituteur à sa place, Kondvilker déploie, de son côté, toutes ses facultés de résistance individuelle.

La description de cette situation fait tout l'intérêt de ce livre, bien que les aspirations personnelles de l'auteur, qui cherche refuge dans les livres et l'écriture et n'espère changer son sort que par une bienveillante mutation, soient parfois pesantes. Ce livre donne aussi quelques informations sur le mode de vie et les préoccupations de paysans indiens. Au total, ce « *Journal d'un Intouchable* » n'est pas inintéressant.

Jacques FONTENOY

Inde : le journal d'un Intouchable de Madhau Kondvilker, Ed. l'Harmattan, 249 pages, 85 F.

Sélection cinéma dans les salles parisiennes...

LA ROUTE DES INDES de David Lean

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens. Berlitz 2°. Hautefeuille 6° (vo) Gaumont Ambassade 8° (vo). Les 7 Parnassiens 14° (vo).

LA DÉCHIRURE de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur. Cinoches 6° (vo). Publicis Matignon 8° (vo). Paris ciné 10°.

AMADEUS de Milos Forman

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et

Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleuse. Vendôme 2° (vo). Lucernaire 6° (vo). George V 8° (vo). Montparnos 14°.

KAOS de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie. 14 juillet Parnasse 6° (VO).

GREYSTOKE de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Opéra Night 2°.

LES RIPOUX de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée. Danton 6°. Biarritz 8°. Paramount Montparnasse 14°. Rex 2°.

LA DIAGONALE DU FOU de Richard Dembo

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas. Studio de la Harpe 5°.

ANOTHER COUNTRY de Marek Kaniévski

La vie d'un collège anglais dans les années 30. En filigrane, comment les jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS. Olypic Luxembourg 6° (vo).

et moins récents...

L'AS DE PIQUE de Milos Forman

Les débuts dans la vie de jeunes adolescents tchèques dans les années 1960. Studios 43 9°.

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE de Medhi Charef

Une certaine image de la vie dans une cité HLM et le récit d'une amitié à toute épreuve. Gaumont Les Halles 1°. Danton 6°. Montparnos 14°.

FIST de N. Jewison

Les rapports entre un certain syndicalisme et la mafia aux Etats-Unis. Hollywood 9°.

LAWRENCE D'ARABIE de D. Lean

Les aventures du colonel Lawrence, agent de l'impérialisme anglais au Proche-Orient, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Chatelet-Victoria 1°.

RUE CASES NEGRES d'E. Palcy.

Une évocation de la vie des ouvriers dans les plantations de cannes à sucre, en Martinique en 1931. Grand-Pavois 15°.

LE SHÉRIF EST EN PRISON de M. Brooks.

Dans cette petite ville de l'Ouest américain, le nouveau shérif est noir ! Un film où la dénonciation des préjugés passe par le rire. Opéra Night 2°.

NICARAGUA

Reagan a les mains libres

La Chambre des représentants américaine, à majorité démocrate, a voté le principe d'une aide de 27 millions de dollars aux guérilleros anti-sandinistes du Nicaragua, les Contras. Jusque-là, les représentants démocrates avaient fait de la politique de Reagan au Nicaragua l'un des principaux terrains de leur petit jeu d'opposition parlementaire au président républicain. En avril dernier, la majorité démocrate de la Chambre des représentants avait ainsi repoussé un projet similaire de Reagan, prévoyant 14 millions de dollars d'aide aux Contras.

La Chambre des représentants a assorti son vote favorable à Reagan de conditions : l'argent versé ne devra pas être dépensé à des fins militaires et ne pourra être distribué ni par la CIA, ni par le département de la Défense. Evidemment, elle ne pouvait pas faire moins, opposition oblige.

Mais ces conditions et ces réserves, comme d'ailleurs les précédents votes négatifs des mêmes représentants, sont hypocrites. Elles n'ont pas empêché et n'empêcheront pas Reagan de jouer les va-t-en guerre contre le Nicaragua, en agitant d'un côté le spectre de la présence soviétique, de l'autre celui de l'intervention militaire américaine.

D'ailleurs, en votant le 6 juin pour l'aide financière aux Contras le Sénat, l'autre Chambre américaine, à majorité républicaine, et donc favorable à Reagan, s'il parlait lui aussi d'« aide humanitaire », faisait entendre un autre son de cloche : il invitait Reagan à reprendre les négociations avec le gouvernement sandiniste, évoquant une reprise de l'aide militaire directe aux Contras au cas où ces négociations n'aboutiraient pas, c'est-à-dire n'iraient pas dans le sens souhaité par Reagan. Et, par la même occasion, les sénateurs repoussaient des amendements visant à assortir un éventuel engagement de troupes US au Nicaragua d'un accord préalable du Congrès. Et c'est bien la menace militaire qui est derrière toutes ces phrases sur l'aide « humanitaire » aux Contras.

Ces derniers mois d'ailleurs, la pression améri-

caine contre le Nicaragua s'est accentuée.

Le 1^{er} mai dernier, Reagan annonçait ainsi l'embargo total contre le Nicaragua, c'est-à-dire l'interruption des échanges commerciaux et la suspension des relations aériennes et maritimes. Pour le Nicaragua, dont l'économie est déjà gravement touchée par quatre années de guerre (le budget militaire absorbe aujourd'hui 40 % des ressources de l'Etat), c'est la menace de l'asphyxie : les Etats-Unis restaient en effet les principaux fournisseurs et les principaux clients du Nicaragua.

En outre, aux frontières mêmes du pays, les manœuvres militaires succèdent aux manœuvres militaires. En avril 1985, 7 000 soldats américains simulaient, au Honduras, un débarquement naval et aérien. Et de juin à septembre, dans le cadre des manœuvres « Cabanas 85 », — il y en a ainsi chaque année — ce sont au total 3 000 soldats américains qui « s'entraînent », toujours au Honduras.

Quant aux Contras, qu'un rapport présenté en mars dernier au Congrès, lors d'une conférence de presse, accusait de pratiquer, entre autres exactions, « les viols, les tortures, les enlèvements à travers la frontière jusqu'au Honduras, les meurtres et les mutilations », « les victimes civiles (étant) manifestement un objectif privilégié de (leur) stratégie », ils n'ont pas cessé d'être financés, soutenus, armés par les Etats-Unis, vote pas du Congrès américain.

ARGENTINE

Alfonsin tente de diviser les classes populaires

La récente dévaluation de la monnaie d'Argentine et son changement d'appellation — le peso est remplacé par l'austral — n'a été qu'un des aspects du sévère plan de rigueur annoncé par Raul Alfonsin.

Ce plan, comme tous les précédents d'ailleurs, car il n'est pas le premier ni certainement le dernier, est prétendument destiné à assainir l'économie malade du pays. C'est du moins ce qui est officiellement annoncé. Mais le fait que le premier geste du gouvernement, avant même l'annonce officielle des mesures qu'il entendait prendre, a été d'envoyer au FMI une « lettre d'intention », pour rassurer la puissance économique tutélaire qui domine l'Argentine, souligne si besoin était que le plan de rigueur est avant tout destiné à rassurer les créanciers des grandes sociétés argentines.

Le gouvernement Alfonsin, qui un temps affirma vouloir tenir tête au FMI, vient donc de plier, une fois de plus, très certainement pour obtenir le prêt de 1,4 milliard de dollars accordé à la fin 1984 mais suspendu en mai dernier pour non-respect par l'Argentine de ses engagements. Sitôt connues les premières mesures d'austérité annoncées par le gouvernement de Buenos Aires, une certaine satisfaction est apparue chez les banquiers occidentaux, qui ont immédiatement octroyé un crédit de 483 millions de dollars, afin d'aider l'Argentine à régler ses arriérés d'intérêts auprès des banques occidentales.

Le plan de rigueur prévoit l'augmentation du fuel et des services publics de 20 à 40 %. Les salaires et les prix sont, eux, gelés. Le nombre des fonctionnaires va être réduit et les salaires de la fonction publique devront baisser de 15 % en termes réels en 1985.

Ces mesures permettront-elles à l'économie du pays de sortir du marasme dans lequel elle végète depuis des années ? Certainement pas ! Avec une inflation annuelle de 1 000 % (et ce ne sont pas les travailleurs qui en sont la cause) l'Argentine atteint des sommets, tout comme d'ailleurs en matière d'endettement : 48 milliards de dollars de dettes et quelque 5,8 milliards de dollars de remboursement annuel. En un mois, rapporte le journal *L'Humanité* du 18 juin, « la viande a augmenté de plus de 100 %,



les tarifs des services publics de 50 % et la majorité des articles de première nécessité dans des proportions semblables. Le salaire réel est tombé de 20 % en mai et chutera encore plus en juin ».

Pressurer encore davantage les revenus des masses populaires, comme entend le faire Alfonsin, pourra donc peut-être permettre de dégager quelques ressources supplémentaires, qui iront dans les poches des possédants argentins ou dans les coffres des banques occidentales, mais ne permettra sûrement pas de sortir le pays de la crise dans laquelle il s'est enfoncé.

Cela, Alfonsin le sait fort bien d'ailleurs, lui qui a pris les devants et désigné par avance de prétendus responsables de l'inflation : les commerçants, contre lesquels une vaste campagne vient de s'engager en Argentine.

Voici comment le journal *Libération* du 19 juin décrit les mesures visant à désigner les commerçants comme les responsables de l'inflation ainsi que l'atmosphère que le gouvernement entend faire régner à leur encontre : depuis le début de la semaine, « des brigades composées de douze inspecteurs, de patrouilles policières motorisées et de voitures blindées interviennent dans les dépôts de marchandises... Des milliers

de caisses de fruits et légumes ont déjà été confisquées. Des commerces ont été fermés pour 90 jours... Plus de 500 étudiants et diplômés de sciences économiques se sont présentés spontanément pour collaborer au contrôle des prix... Une énorme campagne de presse a, dès l'annonce des nouvelles mesures économiques, été mise en place. A la télévision, les fameux numéros de téléphone défilent sans arrêt, accompagnés de slogans encourageant la population à participer à la guerre contre l'inflation en dénonçant les abus. A la radio, les programmes sont interrompus par des appels téléphoniques d'auditeurs dénonçant tel ou tel commerçant de son quartier et appelant les voisins à le boycotter ».

On comprend quelles sont les intentions d'Alfonsin. Il a besoin d'agiter un leurre devant les classes populaires, déjà déçues par son régime. Il a besoin de désigner des boucs émissaires, de dresser les travailleurs contre les petits commerçants, pour éviter qu'ils ne se dressent ensemble contre lui. Mais ce type de politique n'est pas seulement un leurre, c'est un piège pour les classes populaires, un piège dont d'autres peuples en Amérique latine, au Chili par exemple, ont déjà fait l'expérience.

Georges LATTIER.